

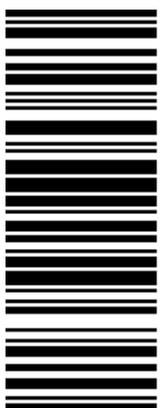


REVOLUTION COMMUNISTE

Groupe marxiste internationaliste [Collectif révolution permanente en France]



- Arrêt immédiat du massacre à Gaza ! p. 2
Aux côtés du peuple palestinien, en toute clarté ! p. 3
Le sionisme, collabo du régime nazi de 1933 à 1944 p. 8
Déclaration internationale pour la défense du peuple palestinien, pour un programme et une organisation révolutionnaire en Palestine p. 10
À quelle classe a servi la conférence sociale ? p. 14
Le projet de budget 2024 p. 17
Argentine : ni Massa, ni Milei p. 19
Chili : le piège de l'assemblée constituante p. 20
Histoire du PC chinois 1945-1946 p. 23
Marie-Noëlle Pichon 1956-2023 p. 26
ABC du marxisme : terrorisme p. 28



2273-8762



Arrêt immédiat du massacre à Gaza !

Après l'opération du Hamas contre la population israélienne le 7 octobre, le gouvernement israélien prend en otage 2 millions de Palestiniens de la bande de Gaza.

Nous assiégeons complètement Gaza... Pas d'électricité, pas de nourriture, pas d'eau, pas de gaz, tout est fermé... Nous combattons des animaux humains et nous agissons en conséquence. (Yoav Gallant, ministre de la défense, 9 octobre)

Depuis, l'État égyptien bloque la seule porte de sortie et l'armée israélienne pilonne le petit territoire densément peuplé, détruisant systématiquement aussi bien les logements (50 % de ceux de la ville de Gaza) que toutes les infrastructures, les écoles, les hôpitaux... entraînant plus de 14 000 morts et 30 000 blessés. 100 humanitaires ont été tués. Au même moment, les colons juifs armés par le gouvernement s'emparent des terres des Bédouins et des Palestiniens en Cisjordanie, multiplient les pogroms contre eux avec l'appui de l'armée. 53 journalistes ont été tués par l'armée israélienne à Gaza et au sud du Liban.

Les travailleuses et les travailleurs conscients de tous les pays savent que la division de leurs rangs selon le genre, la nationalité, l'ethnie les affaiblit et fait le jeu de leurs exploiters. Pour cette raison, en France, les travailleurs conscients rejettent la persécution des migrants par l'État français, condamnent le harcèlement quotidien de jeunes Arabes et Noirs par les policiers, les actes sectaires racistes et xénophobes menés par les réseaux et groupes fascistes, suprémacistes blancs ou islamistes (qui vont jusqu'à l'assassinat de dessinateurs, de professeurs, de prêtres chrétiens, de croyants musulmans ou juifs). Le dernier exemple est l'attaque par des groupes fascistes pro-israéliens d'une réunion d'information sur la Palestine à Lyon le 11 novembre.

Le Fatah compte sur les puissances impérialistes comme les États-Unis et la France qui ont imposé la fausse solution à deux États de l'ONU qui a le soutien aujourd'hui de tous les partis bourgeois mais aussi de LFI, du PS et du PCF. Le Fatah s'est discrédité en signant les accords d'Oslo et devenant l'Autorité palestinienne en Cisjordanie. Les parrains du Hamas ne valent guère mieux. La dictature cléricale d'Iran opprime les femmes et les Kurdes, la monarchie du Qatar exploite féroceMENT les travailleurs immigrés, dont des Palestiniens, quelle que soit leur religion. Pour elles comme pour le dictateur sanglant de la Syrie et le président islamiste de la Turquie qui opprime les Kurdes, la Palestine n'est qu'un thème populaire.

Pour cette raison, sans apporter le moindre soutien politique au Hamas, un parti religieux et antisémite qui réprime à Gaza les organisations ouvrières, féministes ou socialistes, les travailleurs conscients de France se ran-

gent du côté du peuple opprimé, les Palestiniens. Ils s'opposent à l'État d'Israël surarmé qui a pour base la colonisation d'une grande partie de la Palestine et qui la poursuit à Jérusalem, en Cisjordanie. Israël s'est installé par la violence contre la population civile arabe (qu'elle soit musulmane ou chrétienne) de Palestine, entretient la terreur parmi la population palestinienne de Gaza et de Cisjordanie, fomente en permanence des attentats contre des dirigeants palestiniens ou iraniens.

Au printemps, les travailleurs conscients de ce pays ne croyaient pas leur gouvernement quand il leur demandait de travailler deux ans de plus pour leur bien. Cet automne, les travailleurs conscients ne peuvent pas croire les mêmes Macron, Borne et Darmanin qui affirment que seul le Hamas est terroriste et qu'Israël ne fait que se défendre, qui accusent tous ceux qui soutiennent les Palestiniens d'être des défenseurs du « terrorisme », voire des antisémites. Ils savent que l'État français entretient les meilleures relations avec les monarchies absolues du Golfe qui répandent le salafisme et l'antisémitisme dans le monde entier.

Les travailleurs conscients ne font aucune confiance au gouvernement qui réclame l'union nationale autour d'Israël au nom de la lutte contre l'antisémitisme, aux partis de la bourgeoisie (Renaissance, LR, RN...) et aux anciens présidents du capitalisme français (Hollande, Sarkozy) qui défilent coude à coude le 12 novembre.

Les travailleurs conscients condamnent les livraisons d'armements à l'État colonial (15,3 millions d'euros en 2022), ainsi que la détention du combattant palestinien Abdallah depuis 1984. Ils défendent le droit de manifester. Ils protestent contre les menaces judiciaires et la répression dont sont victimes les défenseurs de la cause palestinienne : circulaire d'intimidation des universitaires le 8 octobre, enquête contre le NPA-AC le 10 octobre, menaces d'interdiction d'associations de soutien à la cause palestinienne (dont Palestine vaincra), arrestation du secrétaire de la CGT du Nord le 20 octobre, arrestation de la militante palestinienne Mariam Abu Daqqa (FPLP) le 8 novembre.

Les organisations issues de la classe ouvrière, partis et syndicats, doivent rompre avec le gouvernement de l'impérialisme français pour :

**Arrêt immédiat de l'intervention militaire contre Gaza !
Aucune arme à Israël ! Aucune poursuite contre la CGT et le NPA-AC ! Libération de Georges Abdallah ! Autodéfense contre la police et les nervis fascistes ! Du Jourdain à la Méditerranée, Palestine unifiée démocratique, laïque, bilingue et multiethnique !**

22 novembre 2023

Palestine : aux côtés du peuple palestinien en toute clarté !



11 OCTOBRE, JABALIA, AU NORD DE LA BANDE DE GAZA / PHOTO ANAS AL-SHAREEF

Sur le territoire de la Palestine historique, il n'y a qu'un État colonisateur (Israël) et qu'un peuple opprimé (les Palestiniens). La classe ouvrière, en France et dans le monde, ne peut pas être neutre.

Gaza : 2 millions d'otages, victimes du terrorisme à grande échelle

Le terme « terroriste », qui servait déjà en France à désigner la résistance organisée par le parti bourgeois FLN algérien de 1954 à 1962, n'a rien de scientifique. Les sionistes ont fondé Israël en recourant à des attentats, généralement contre des civils, et les services secrets israéliens fomentent régulièrement des attentats en Iran qui ne gênent pas les « démocrates ».

Pour l'État bourgeois, pour les grands médias bourgeois, pour les partis bourgeois suivis par une bonne partie des « réformistes » (PS, PCF), Israël est légitime et le Hamas, qui dirige la bande de Gaza depuis les élections de 2006, est « terroriste » puisqu'il a ciblé des civils et qu'il a pris des otages. Par contre, l'opération militaire d'Israël serait de la légitime défense.

Je suis venu vous dire la solidarité de la France dans la lutte contre notre ennemi commun, le terrorisme ; rappeler devant tous le droit légitime d'Israël de se défendre face à ceux qui oeuvrent à sa destruction. (Emmanuel Macron, Tel-Aviv, 24 octobre)

Des pressions multiples s'exercent sur ceux qui osent dire que l'opération militaire du Hamas du 7 octobre est, aussi, une expression de la résistance palestinienne : associations de défense des Palestiniens comme Collectif Palestine Vaincra, NPA-AC et même LFI, le parti ouvrier bourgeois de Mélenchon, confortablement installé à l'Assemblée nationale grâce, en partie, aux voix des habitants des quartiers populaires et multiethniques. Personne ne peut croire un instant que Poutou ou Mélenchon sont des antisémites ! Ce sont des opportunistes qui refusent de dire la vérité aux travailleurs : le Hamas est une expression de la résistance palestinienne dévoyée et qui mène à l'impasse.

Pour autant, il n'y a pas symétrie entre deux formes de « terrorismes » qui mettraient l'État sioniste et le Hamas sur le même plan comme le prétend LO :

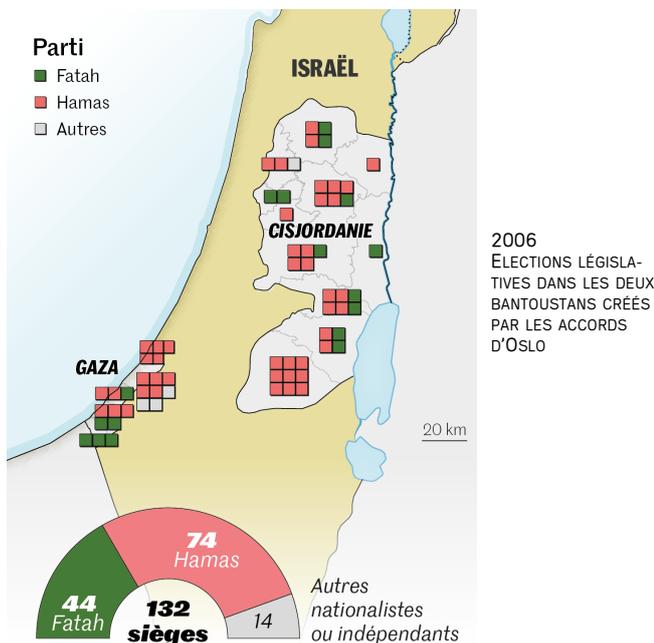
Dans les deux camps, les politiques nationalistes ont contribué à porter au pouvoir les plus extrémistes. En Israël, Netanyahu gouverne désormais avec les ultranationalistes religieux et racistes. Son gouvernement a intensifié la colonisation de la Cisjordanie, aggravé les mesures d'apartheid et encouragé les milices d'extrême droite à terroriser les Palestiniens. À cette terreur d'État, le Hamas a opposé une politique qui mène les Palestiniens dans l'impasse. (Lutte ouvrière, 9 octobre)

30 jours après l'attaque du Hamas, appuyée par le Jihad, le FPLP et le FDLP, qui a causé 1 200 morts en Israël, pour la plupart des civils massacrés sauvagement parce que juifs (ou censés l'être : plusieurs dizaines de travailleurs immigrés ont été tués), le nombre de morts palestiniens dans la bande de Gaza dépasse aujourd'hui les 13 000, et sans doute y en a-t-il plus encore, ensevelis sous les décombres des immeubles bombardés.

Comme il fallait s'y attendre, les radars, les supercalculateurs, les missiles de haute technologie, les blindés, les drones, les avions militaires font plus de victimes que les roquettes, les deux-roues et les véhicules utilitaires, les armes de poing.

Netanyahou qui dirige un cabinet de guerre d'union nationale l'a dit et répété, il s'agit d'éradiquer le Hamas, ce qui a l'appui de Biden et de Macron. En réalité, il n'est pas possible d'éradiquer la résistance palestinienne, quelle que soit sa forme (hier les nationalistes regroupés dans l'OLP, aujourd'hui les islamistes du Hamas et du Jihad), tant qu'il y aura des Palestiniens. Le déluge de bombes qui s'abat sans discontinuer sur la population gazaouie montre qu'il s'agit de débarrasser des Palestiniens de la bande de Gaza.

Netanyahou a déclaré plusieurs fois qu'un cessez-le-feu était hors de question tant que tous les otages détenus par le Hamas n'auront pas été libérés. Mais en affamant, assoiffant, privant de soins et de secours toute la population de Gaza, en la tenant enfermée à la merci des bombes dans une étroite bande de territoire, avec la complicité de l'Égypte, Israël prend plus de deux millions de Palestiniens en otages et les maltraite de manière ignoble. Les hôpitaux de la ville de Gaza font l'objet de bombardements incessants, selon Médecins sans frontières (11 novembre).



Qu'est-ce que le Hamas ?

Le Hamas est né en 1973 comme une branche des Frères musulmans à Gaza, dissimulé en organisation caritative (Mujamma) que le Fatah encourage en 1979 contre le FPLP qui se dit alors marxiste. Il constitue depuis 1987 un parti de la bourgeoisie palestinienne qui se distingue du Fatah par son caractère clérical et antisémite. Sa charte de 1988, jamais annulée, préconise de « planter l'étendard de Dieu sur toute parcelle de la Palestine » (article 6), elle fait même référence au Protocole des sages de Sion.

Le plan sioniste n'a pas de limite ; après la Palestine, ils ambitionnent de s'étendre du Nil à l'Euphrate... et ainsi de suite. Leur plan se trouve dans les Protocoles des sages de Sion. (Charte du Hamas, 1988, art. 52)

Les protocoles étaient un faux édité par la police du tsar en 1903 pour faire des Juifs des boucs émissaires et favoriser les pogroms. Il fut recyclé par les fascistes allemands dès 1919 pour expliquer à la fois la défaite allemande et la révolution russe. Comme les nazis, le Hamas est ouvertement anticommuniste, réactionnaire et complotiste.

Grâce à l'argent, les Juifs ont fait éclater des révolutions dans différentes régions du monde pour réaliser leurs intérêts et les faire fructifier. Ce sont eux qui étaient derrière la révolution française, la révolution communiste. (art. 22)

Les parrains du Hamas sont d'un côté la dictature des mollahs en Iran et de l'autre les émirs du Qatar. Le Hamas ne doit son emprise sur la bande de Gaza (et une influence considérable en Cisjordanie) qu'à la corruption et à la servilité du Fatah, à la tête de l'OLP panarabe, qui participait à la lutte armée dans les années 1960-1970 en s'appuyant sur l'Égypte, la Syrie et l'URSS, qui a signé les accords d'Oslo sous la pression des États-Unis en 1993 et qui est devenu l'Autorité palestinienne sur ce que l'occupant israélien veut bien lui laisser de la Cisjordanie.

Israël n'a jamais hésité à se servir du Hamas pour parvenir à ses fins. Au début des années 1970, Israël, qui gère la bande de Gaza, facilite les activités des Frères musulmans du Mujamma pour affaiblir le FPLP et le Fatah. La complicité entre Israël et les Frères entraîne la scission du Jihad islamique.

Alors que les formations nationalistes sont saignées à blanc, le cheikh Yassine tisse patiemment la toile d'une structure en réseaux, le Mujamma, qui développe dans toute la bande de Gaza ses activités piétistes et sociales (soutien scolaire, animation sportive, voire organisation de noces collectives pour réduire le coût de la cérémonie). Le 7 septembre 1973, le gouverneur israélien assiste significativement à l'inauguration de la mosquée de Jawrat al-

Cham. (Jean-Pierre Filiu, « Les fondements historiques du Hamas à Gaza », *Vingtième Siècle* n° 115, 2012)

Le Mujamma-Hamas n'hésite pas à recourir aux attaques physiques contre les cafés, les débits de boissons et les militants panarabes (Fatah, FPLP, FDLP) qui ne sont pas dans les prisons israéliennes.

Le fasciste Smotrich, aujourd'hui ministre, déclarait en 2015 : « *L'Autorité palestinienne est notre fardeau, le Hamas est notre chance* ». Le premier ministre lui-même poursuivait un peu plus tard dans la même veine pour justifier son accord aux transferts de fonds du Qatar au Hamas :

Quiconque veut contrecarrer l'établissement d'un État palestinien doit renforcer le Hamas et transférer de l'argent au Hamas, cela fait partie de notre stratégie. (Benyamin Netanyahu à la réunion des députés du Likoud, 11 mars 2019)

Le meilleur ennemi du gouvernement Nétanyahou

Quand RP commente le 7 octobre : « *Ces opérations ont réussi à conquérir des colonies israéliennes. Tout cela est très alarmant pour Israël... C'est aussi un coup pour le moral des secteurs sionistes et des colons d'Israël. Ce samedi la force morale se trouve clairement du côté du peuple palestinien* », quand le NPA-AC écrit dans son communiqué du 7 octobre : « *Cette fois-ci, l'offensive est du côté de la résistance* », ils se trompent lourdement et ils fourvoient les travailleurs palestiniens.

Le Hamas, par sa nature de classe (bourgeoise) et son choix politique (miser sur la religion) ne peut en appeler aux travailleurs de la région et encore moins aux travailleurs hébreux. Il rêve de diriger un véritable État et il est forcé pour cela d'affronter Israël.

Avec cette offensive, il veut incarner l'aspiration nationale des Palestiniens (dont une minorité est chrétienne), supplanter définitivement le Fatah (qui représente officiellement les Palestiniens aux yeux de la « communauté internationale »), éradiquer le FDLP et le FPLP (deux organisations anticléricales qui conservent un appui dans des camps de réfugiés).

La dictature islamiste iranienne a donné son feu vert au Hamas parce qu'elle veut desserrer l'embargo américain, empêcher les bombardements israéliens sur ses troupes en Syrie et les attentats israéliens sur son territoire, affaiblir les monarchies du Golfe qui sont ses ennemies dans la région. Et de fait, l'Arabie saoudite a dû suspendre les pourparlers entamés avec Israël.

Pour arracher un véritable territoire, forcément au détriment de la bourgeoisie israélienne, le gouvernement de Gaza compte sur l'appui des régimes cléricaux du Proche-Orient et il tente de mobiliser les masses musul-

manes de la région et du monde entier, d'où le nom qu'il a donné à son opération du 7 octobre, *Déluge d'Al-Aqsa*, la mosquée de Jérusalem où Israël a multiplié les provocations ces dernières années.

Et de fait, les manifestations sont massives en Jordanie, au Liban, en Égypte, en Syrie, en Irak, en Turquie...

Mais ni la monarchie du Qatar, dont le prolétariat est sans droit car très majoritairement étranger, ni le Hezbollah de plus en plus intégré à l'État bourgeois libanais corrompu, ni le régime clérical iranien qui opprime ses minorités nationales et fait face à une révolte des femmes opprimées, ni le gouvernement islamiste turc qui opprime les Kurdes ne se soucient des Palestiniens.

Le gouvernement de guerre sans les ministres fascistes applique leur politique

Il est avéré que le gouvernement israélien avait été alerté sur les préparatifs d'une attaque du Hamas. Il n'en aurait pas tenu compte, soit par négligence, soit parce que trop occupé par la répression en Cisjordanie. Car le programme de l'aile ultrareligieuse et fasciste qui représente la moitié du gouvernement Netanyahu est parfaitement clair, il exprime sans fard le projet sioniste, à savoir qu'Israël a tous les droits sur toute la Palestine.

L'État d'Israël a été fondé par la force de la croyance en la justice de l'histoire biblique, et par la force de l'accord des nations du monde - à un moment historique rare - pour réaliser la vision et restituer la Terre d'Israël au peuple d'Israël. (Bezalel Smotrich, *Un seul espoir*, 2017)

Dans ces conditions, il faut éliminer les Palestiniens qui résistent, en chasser un grand nombre et priver ceux qui resteraient de tous droits politiques, puisque « *Israël est l'État-nation, non de tous ses citoyens, mais du peuple juif seulement* » (Netanyahu, 10 mars 2019).

Au bout du compte, ce qui se déroule aujourd'hui correspond en grande partie aux objectifs de l'aile la plus réactionnaire de la bourgeoisie israélienne. L'opposition à la réforme de la Cour suprême s'est tue, remplacée par l'union sacrée pour soutenir la guerre sur la bande de Gaza. Sans doute Netanyahu devra-t-il rendre des comptes après la bataille et sera-t-il débarqué. Mais ce qui lui est reproché avant tout, ce n'est pas d'avoir accéléré la colonisation et de la répression des Palestiniens, mais c'est de n'avoir pas su protéger Israël des attaques. À n'en pas douter, si Netanyahu tombe, ce sera au profit de plus va-t'en guerre que lui.

Conformément aux objectifs du gouvernement israélien, les exactions, assassinats et la répression contre les Palestiniens par les colons et l'armée se multiplient en Cisjordanie. Depuis le 7 octobre, 200 Palestiniens y ont été tués.

Selon Netanyahu, Israël devra assurer la sécurité générale de la bande de Gaza après la fin des opérations militaires pour un temps indéterminé. Quelles possibilités auront encore les Palestiniens pour continuer à vivre dans la bande de Gaza qui est déjà en grande partie un champ de ruines ? Pour beaucoup, un nouvel exil sera le seul horizon. Déjà les colons, qui en avaient été évacués en 2005, préparent les plans de leur réinstallation.

La fiction des deux États de l'ONU

Dès le 7 octobre, les principaux impérialismes occidentaux n'ont pas seulement condamné les massacres du Hamas, ils ont surtout assuré Israël de leur soutien indéfectible en lui laissant carte blanche. Puis ils ont demandé hypocritement que les civils palestiniens soient épargnés dans la mesure du possible au fur et à mesure que s'amplifiaient les bombardements sur la bande de Gaza. Plus récemment, des demandes de « *pauses humanitaires* » et même de « *cessez-le feu* » ont complété ces précautions diplomatiques. Mais Netanyahu s'en moque, il ne s'agit que de pressions décoratives pour tenter de calmer les oppositions aux bombardements de Gaza qui grandissent aux États-Unis, en Grande-Bretagne, en France... tandis que la présence de deux porte-avions américains avec leur flotte au large des côtes israéliennes ainsi que l'annonce d'une nouvelle aide américaine de plus de 14 milliards de dollars d'armement sont autrement plus convaincantes.

La duperie du plan de partage de la Palestine - ONU en 1947 et accords d'Oslo en 1993 - entérinant la partition de la Palestine et prévoyant un hypothétique État palestinien réduit à la portion congrue est précipitamment ressortie par tous les impérialismes comme la perspective politique qu'il faudrait remettre sur les rails. Il y a longtemps que la bourgeoisie israélienne a enterré cette chimère, si elle y a jamais cru, qui lui a simplement servi à domestiquer le Fatah dans un rôle d'auxiliaire de police en Cisjordanie en même temps que de paravent derrière lequel elle a développé la colonisation.

L'État israélien a renforcé son caractère théocratique, colonisateur et raciste à l'ombre des accords d'Oslo comme il s'est renforcé ensuite grâce aux accords d'Abraham de 2020, conclus eux aussi sous l'égide de l'impérialisme américain. Il peut désormais passer à un sionisme ouvertement conquérant, même s'il doit bousculer quelques conventions internationales qui ne l'embarrassent guère. Les accords d'Oslo ont conduit les Palestiniens dans une impasse tragique. Tous les dirigeants impérialistes le savent parfaitement.

Il faut avant tout un programme politique révolutionnaire pour ouvrir une perspective au peuple palestinien : libération de tous les combattants arabes, unité de la Palestine, égalité de tous les Palestiniens (juifs et arabes, hommes et femmes, croyants et athées), séparation de l'État et des religions, droit des travailleurs hébreux dans

ces conditions de vivre en Palestine, gouvernement des travailleurs, expropriation des groupes capitalistes.

Il faut en finir avec le mythe de la constitution d'un État palestinien dans les quelques lambeaux de territoires morcelés qu'Israël n'a pas encore annexés, totalement inviable et qui consacre la colonisation de la Palestine, dénie le droit au retour à des centaines de milliers de Palestiniens parqués dans des camps.

Il faut en finir avec la soumission à la bourgeoisie palestinienne, que ce soit son aile Fatah comprador de l'État israélien et de l'État américain ou son aile Hamas cléricale, misogyne et antisémite financée par les ayatollahs et les émirs.

Toute solution démocratique passe par le démantèlement préalable de l'État sioniste, un État d'apartheid, belliciste et instrument des puissances impérialistes occidentales au Proche-Orient.

La seule force sociale capable d'établir une Palestine unifiée, démocratique, laïque où pourront vivre tous ceux qui le veulent à égalité de droits est la classe ouvrière de la région (arabe, juive, turque, kurde, perse...) qui abolira les frontières héritées de la colonisation et instaurera la fédération socialiste du Proche-Orient.

La voix de la France ?

Il est d'autant plus insupportable de voir les partis réformistes de tout poil continuer de soutenir à bout de bras les accords d'Oslo et la politique de l'impérialisme français.

Ces accords firent naître un immense espoir de paix entre Palestinien-nes et Israélien-nes. Ils permirent de faire reconnaître par l'ensemble de la communauté internationale, l'existence du peuple palestinien. Les efforts et la ténacité de Yasser Arafat avaient enfin rendu leur visibilité à la Palestine et aux Palestinien-nes. (PCF, Communiqué, 19 septembre)

Une solution à deux États, c'est ce que nous défendons avec force. (Olivier Faure au Conseil national du PS, 17 octobre)

Nous devons renouer avec la tradition diplomatique qui a existé de Charles de Gaulle à Jacques Chirac, une voix de la France indépendante... Je note que les trois intervenants se sont exprimés pour la solution des deux États et considèrent qu'il faut continuer à la promouvoir pour la paix. Nous partageons ces positions. Comment pouvons-nous relancer ce processus de paix pour aboutir à la solution des deux États ? (Mathilde Panot, LFI, à la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale, 11 octobre)

Macron s'est rendu, comme les autres dirigeants impérialistes, en Israël le 24 octobre pour apporter tout son

soutien. Puis il a rendu visite au chef de l'Autorité palestinienne, Mahmoud Abbas, pour lui indiquer combien il restait soucieux de préserver la vie des civils palestiniens de Gaza. Macron n'a pas exigé de Netanyahu un cessez-le-feu immédiat. Mais il a dépêché, à grand renfort de communication, le *Tonnerre*, navire porte-hélicoptère, censé venir en aide aux blessés des hôpitaux de Gaza. Lequel *Tonnerre*, qui ne pourrait au mieux accueillir que « *deux blessés très graves et deux blessés graves* » selon son commandant, fait depuis des ronds dans l'eau. Au bal des hypocrites, Macron tient son rang. Il va même jusqu'à convoquer une conférence humanitaire internationale le 9 novembre soi-disant pour tenter de débloquent l'aide vers Gaza. Mais comment cette aide humanitaire indispensable pourrait-elle parvenir sans exiger du gouvernement israélien un cessez-le-feu immédiat ?

Autour du président de la bourgeoisie française, pourtant, on serre les rangs. Le 12 octobre il réunissait tous les chefs des partis représentés à l'Assemblée nationale pour « *évoquer la situation à la suite des actes terroristes commis en Israël* ». LFI, le PCF et le PS n'ont pas manqué à l'appel.

Cette unité républicaine est une force pour nous-mêmes, pour notre cohésion et pour pouvoir porter la voix singulière et universelle qu'est celle de la France.
(Emmanuel Macron, *Allocution télévisée*, 12 octobre)

Or la « *voix de la France* », c'est une constante de l'impérialisme français, c'est le soutien à l'État sioniste, tout en ménageant ses entrées auprès des régimes arabes réactionnaires. La « *voix de la France* », c'est par exemple le soutien scientifique et technique apporté à Israël en 1956-1957 pour se doter de l'arme nucléaire.

C'est parce que Macron bénéficie de cette « *unité républicaine* » qu'il peut pousser son avantage, que son ministre Darmanin tente de faire interdire les manifestations en défense des Palestiniens, qu'à l'amalgame récurrent assimilant l'antisionisme à l'antisémitisme s'ajoute aujourd'hui celui identifiant le soutien à la cause palestinienne au soutien au terrorisme islamique. Ainsi le responsable de l'UD CGT du Nord a-t-il été arrêté pour « *apologie du terrorisme* » le 20 octobre à la suite d'un tract intitulé « *La fin de l'occupation est la condition de la paix en Palestine* ». Ainsi, le directeur de publication du journal *l'Anticapitaliste* du NPA AC est-il convoqué devant la police judiciaire en vue d'une enquête préliminaire pour « *apologie publique d'un acte de terrorisme* ». Ainsi une proposition de loi vient-elle d'être déposée au Sénat pour criminaliser l'antisionisme : toute critique publique de l'existence de l'État d'Israël ou « *injure* » envers l'État d'Israël pourrait être passible de 5 ans de prison !

Les actes antisémites qui se multiplient en France depuis le 7 octobre sont évidemment abjects. Ils n'ont rien à faire ni de près ni de loin avec un quelconque soutien à la cause palestinienne, au contraire. Les Juifs ne sont pas plus res-

ponsables des bombardements de Gaza que les musulmans des assassinats de dessinateurs et de professeurs. Car la question n'est pas de dresser les Arabes contre les Juifs ni les Juifs contre les Arabes, mais elle est celle du combat contre le sionisme. Les étudiants juifs qui manifestent aux États-Unis pour l'arrêt immédiat des bombardements sur Gaza avec des pancartes « *Pas en notre nom* » le montrent parfaitement. Et ils sont applaudis dans les manifestations en défense des Palestiniens en France !

Macron avait publiquement déclaré en 2017, en compagnie de Netanyahu, lors du 75^e anniversaire de la rafle du Vel d'hiv : « *Nous ne céderons rien à l'antisionisme, car il est la forme réinventée de l'antisémitisme* ». Aujourd'hui, il se saisit de l'occasion pour lancer une nouvelle opération d'union nationale en faisant convoquer une « *marche citoyenne contre l'antisémitisme* » dimanche 12 novembre. Derrière Braun-Pivet, Larcher et Borne ont donc défilé deux partis issus du mouvement ouvrier (PS, PCF) avec tous les partis bourgeois (EELV, Renaissance, LR...). Même le RN s'est invité : s'il a été fondé par des racistes anti-juifs et anti-arabes, il soutient fermement Israël. PS et PCF s'insurgent de sa présence et veulent dresser un « *cordon républicain* ». LFI ne s'y joint pas pour cette seule raison. Sinon, ça ne dérange personne de défiler bras dessus bras dessous avec les partis bourgeois, sous couvert de lutter contre l'antisémitisme ?

La collaboration de classes a abouti hier à la défaite sur les retraites et à la démoralisation des travailleurs, la collaboration de classe, si elle se poursuit, va aboutir ici à plus de persécution des migrants (117 lois depuis 1945), au militarisme (dépenses militaires, espionnage croissant de la population), là-bas à la poursuite des massacres et de la colonisation.

Unité de toutes les organisations ouvrières, syndicats et partis, en solidarité avec le peuple palestinien :

- Arrêt immédiat de l'agression militaire israélienne contre Gaza !
- Liberté de manifester !
- Aucune poursuite judiciaire contre le NPA-AC, contre Palestine vaincra... !
- Libération de Georges Abdallah, résistant palestinien enfermé dans une prison française depuis 1984 !
- Protection des manifestations en défense des Palestiniens et des réunions d'information sur la Palestine contre les nervis fascistes (Betar, LDJ, GUD, AF...) !
- Pas une arme pour Israël !

11 novembre 2023

Le sionisme, collabo du régime nazi de 1933 à 1944



Après l'extermination des malades mentaux, des Juifs, des Tziganes et des communistes par le 3^e Reich, le nationalisme bourgeois juif, qui était minoritaire auparavant dans la diaspora juive, prospéra.

Le sionisme se sert de l'Holocauste pour légitimer son projet colonial et conforter Israël (voir Norman Finkelstein, *L'Industrie de l'Holocauste*, 2000, La Fabrique).

Nous publions quelques extraits du chapitre 6 du livre de Ralph Schoenman (*L'Histoire cachée du sionisme*, 1988, Selio, aujourd'hui épuisé), pour montrer quel rôle eut le sionisme à l'époque.

Le 21 juin 1933, la Fédération sioniste d'Allemagne envoya un mémorandum de soutien au parti nazi.

À partir de la fondation du nouvel État qui a établi le principe de la race, nous souhaitons insérer notre communauté dans l'ensemble de cette structure.

Le Congrès de l'Organisation sioniste mondiale (WZO) en 1933 repoussa une résolution appelant à l'action contre Hitler par un vote de 240 à 43.

Par conséquent, les sionistes invitèrent le baron von Mildenstein, du service de sécurité SS, en Palestine pour une tournée de six mois. Cette visite déboucha sur un feuillet en douze parties, louant le sionisme, de Joseph Goebbels, ministre de la propagande d'Hitler, paru dans le journal fasciste *Der Angriff* en 1934.

En 1937, la milice sioniste travailliste Haganah (fondée par Jabotinsky) envoya un agent (Feivel Polkes) à Berlin offrant d'espionner pour le service de sécurité SS en échange de la libération de fonds juifs pour la colonisation sioniste. Adolf Eichmann fut invité en Palestine par la Haganah.

Les sionistes considéraient tout effort pour sauver les Juifs d'Europe comme une menace pour l'ensemble de leur mouvement. Si les Juifs d'Europe étaient sauvés, ils souhaiteraient aller ailleurs et l'opération de sauvetage n'aurait rien à voir avec le projet sioniste de conquête de la Palestine.

Le corrélatif aux actes de collaboration avec les nazis tout au long des années 1930 était que lorsque des tentatives de modifier les lois sur l'immigration aux États-Unis et en Europe occidentale ont été envisagées afin de fournir un refuge symbolique aux Juifs persécutés d'Europe, les sionistes s'y sont activement opposés. Ben Gourion déclara à

un meeting du Mapai (Parti travailliste) en Grande-Bretagne en 1938 :

Si je savais qu'il était possible de sauver tous les enfants en Allemagne en les amenant en Angleterre et seulement la moitié d'entre eux en les transportant en Israël, alors j'opterais pour la deuxième solution.

Cette obsession de coloniser la Palestine et d'écraser les Arabes a conduit le mouvement sioniste à s'opposer à tout sauvetage des Juifs menacés d'extermination, car la capacité de détourner une main-d'œuvre sélectionnée vers la Palestine serait entravée. De 1933 à 1935, l'Organisation sioniste mondiale (WZO) a refusé les deux tiers de tous les Juifs allemands qui ont demandé des certificats d'immigration.

Berel Katznelson, rédacteur en chef du journal *Davar* (du syndicat raciste Histadrout de Palestine qui excluait les travailleurs arabes) a décrit les « critères cruels du sionisme » :

Les Juifs allemands étaient trop vieux pour avoir des enfants en Palestine, manquaient de métiers pour construire une colonie sioniste, ne parlaient pas l'hébreu et n'étaient pas sionistes. À la place de ces Juifs menacés d'extermination, la WZO a amené en Palestine 6 000 jeunes sionistes formés des États-Unis, de Grande-Bretagne et d'autres pays sûrs. Pire que cela, la WZO n'a pas simplement échoué à chercher une alternative pour les Juifs confrontés à l'Holocauste, la direction sioniste s'est opposée de manière hostile à tous les efforts visant à trouver un refuge pour les Juifs en fuite.

En 1943, alors que les Juifs d'Europe étaient exterminés par millions, le Congrès américain proposa de créer une commission pour « étudier » le problème. Le rabbin Stephen Wise, qui était le principal porte-parole américain du sionisme, alla à Washington se prononcer contre le projet de loi sur le sauvetage parce qu'il détournerait l'attention de la colonisation de la Palestine.

Chaim Weizmann, le leader sioniste qui participa à la Déclaration Balfour et deviendra le premier président d'Israël, a rendu cette politique sioniste très explicite en 1937.

Les espoirs des six millions de Juifs d'Europe reposent sur l'émigration. On m'a demandé : « Pouvez-vous amener six millions de Juifs en Palestine ? J'ai répondu : « Non »... Du fond de la tragédie, je veux sauver les jeunes. Les anciens passeront. Ils supporteront leur sort ou ils ne le feront pas. Ils sont poussière, poussière économique et morale dans un monde cruel... Ils doivent l'accepter.

Yitzhak Gruenbaum, le président du Comité de sauvetage de l'Agence juive déclara en 1943 :

Quand ils viennent à nous avec deux plans –le sauvetage des masses de Juifs en Europe ou le rachat de la terre– je vote, sans arrière-pensée, pour le rachat de la terre. Plus on parle du massacre de notre peuple, plus on minimise nos efforts pour renforcer et promouvoir l'hébraïsation de la terre.

Le 11 janvier 1941, Avraham Stern proposa un pacte militaire formel entre l'Organisation militaire nationale (NMO), dont Yitzhak Shamir, qui fut premier ministre d'Israël, était un dirigeant éminent, et le Troisième Reich nazi. Cette proposition est désormais connue sous le nom de *Document d'Ankara*, après sa découverte dans les archives de l'ambassade d'Allemagne en Turquie.

L'évacuation des masses juives d'Europe est une condition préalable à la résolution de la question juive ; mais cela ne peut être rendu possible et complet que par l'installation de ces masses dans la patrie du peuple juif, la Palestine, et par l'établissement d'un État juif dans ses frontières historiques... La NMO est d'avis que : 1. Des intérêts communs pourraient exister entre l'instauration d'un Ordre nouveau en Europe conforme au concept allemand, et les véritables aspirations nationales du peuple juif telles qu'elles sont incarnées par la NMO. 2. La coopération avec la nouvelle Allemagne est possible. 3. L'établissement de l'État juif historique sur une base nationale et totalitaire, et lié par un traité avec le Reich allemand, serait dans l'intérêt d'une future position de puissance allemande maintenue et renforcée au Proche-Orient. Partant de ces considérations, la NMO en Palestine, à condition que les aspirations nationales susmentionnées du mouvement de libération israélien soient reconnues du côté du Reich allemand, propose de participer activement à la guerre aux côtés de l'Allemagne.

En juillet 1944, un dirigeant juif de Tchécoslovaquie, le rabbin Dov Michael Weissmandel, dans une lettre aux responsables sionistes, proposa une série de mesures pour sauver les Juifs devant être liquidés à Auschwitz. Il fournit des cartes exactes des chemins de fer et réclama le bombardement des voies sur lesquelles les Juifs hongrois étaient transportés vers les crématoires. Il appela au bombardement des fours d'Auschwitz, au parachutage de munitions à 80 000 prisonniers, au parachutage de saboteurs pour faire sauter tous les moyens d'anéantissement et ainsi mettre fin à la crémation de 13 000 Juifs chaque jour. Si les Alliés refusaient, Weissmandel proposait que les sionistes, qui disposaient de fonds et d'une organisation, obtiennent des avions, recrutent des volontaires juifs et procèdent au sabotage.

Il n'était pas seul, d'autres porte-parole juifs d'Europe ont crié au secours, ont appelé à des campagnes publiques, à une résistance organisée, à des manifestations pour forcer

la main des gouvernements alliés –seulement pour se heurter non seulement au silence sioniste, mais aussi au sabotage sioniste actif des maigres efforts qui ont été proposés ou préparés en Grande-Bretagne et aux États-Unis.

Vous, nos frères, fils d'Israël, êtes-vous fous ? Vous ne connaissez pas l'enfer qui nous entoure ? Pour qui économisez-vous votre argent ? Meurtriers ! Des hommes fous ! Qui est-ce qui donne la charité : vous qui jetez quelques sous de vos maisons sûres, ou nous qui donnons notre sang dans les profondeurs de l'enfer ?

Aucun dirigeant sioniste n'a soutenu sa demande, pas plus que les régimes capitalistes occidentaux n'ont bombardé un seul camp de concentration.

Le point culminant de la trahison sioniste a été le sacrifice des Juifs de Hongrie par une série d'accords entre le mouvement sioniste et l'Allemagne nazie qui furent rendus publics en 1953. Rudolph Kastner du Comité de sauvetage de l'Agence juive à Budapest a signé un pacte secret avec Adolf Eichmann pour « régler la question juive » en Hongrie. Cela se passait en 1944. Le pacte scellait le sort de 800 000 Juifs.

Kastner agissait sur instruction des dirigeants sionistes à l'étranger lorsqu'il passa son accord avec Eichmann. L'accord prévoyait le sauvetage de six cents Juifs éminents à condition que le silence soit maintenu sur le sort des Juifs hongrois.

Lorsqu'un survivant, Malchiel Greenwald, dénonça le pacte et caractérisa Kastner comme un collaborateur nazi, il fut poursuivi par le gouvernement israélien, dont les dirigeants avaient rédigé les termes du pacte.

La Cour israélienne a rendu le jugement suivant le 22 juin 1955 :

Le sacrifice de la majorité des Juifs, afin de sauver les éminents, était l'élément de base de l'accord entre Kastner et les nazis. Cet accord fixait la division de la communauté en deux camps inégaux, un petit fragment de personnalités que les nazis avaient promis à Kastner de sauver, d'une part, et la grande majorité des Juifs hongrois que les nazis désignaient à mort, d'autre part.

Il n'est pas surprenant que Kastner intervint pour éviter que le général SS Kurt Becher soit jugé pour crimes de guerre. Becher était l'un des principaux négociateurs de l'accord avec les sionistes en 1944. Il était également un major SS en Pologne, membre du Corps de la mort « *qui travaillait 24 heures sur 24 pour tuer des Juifs* ».

Que lui est-il arrivé ? Sa société, la Cologne-Handel Gesellschaft, a fait de nombreuses affaires avec l'État israélien.

Palestine : déclaration internationale

Pour la défense du peuple palestinien ! Pour un programme et une organisation révolutionnaire en Palestine !

Chaque jour nous apporte la preuve que le sionisme est incapable de résoudre la question juive. Le conflit entre Juifs et Arabes de Palestine prend une tournure de plus en plus tragique et menaçante. (Trotsky, 18 janvier 1937)

Samedi 7 octobre, la barbarie a franchi un nouveau pas en Palestine : d'abord par l'attaque du Hamas au sud-ouest d'Israël avec environ 1 400 personnes massacrées délibérément, pour la très grande majorité des civils, femmes, enfants, jeunes et personnes âgées, plus de 4 100 blessés et entre 150 et 200 personnes enlevées. Ensuite, par les bombardements incessants de l'armée israélienne sur les 2 millions de Palestiniens enfermés dans la bande de Gaza (41 km de long pour une largeur de 6 à 12 km), entraînant au 16 octobre plus de 2 800 morts et plus de 9 700 blessés, soumises à un blocus total, y compris des denrées vitales comme l'eau, le fioul indispensable pour produire de l'électricité, les médicaments... Les hôpitaux, débordés par le nombre de blessés, sont délibérément ciblés par l'armée israélienne. Une probable intervention militaire israélienne au sol dans l'étroite bande de Gaza surpeuplée entraînera inévitablement des milliers de morts et de blessés supplémentaires et des destructions innombrables.

L'origine de cette violence en Palestine, qui n'a jamais cessé, réside dans la colonisation de la Palestine à partir de 1882 par le nationalisme bourgeois juif (le sionisme) qui prétendait que la place des Juifs n'était ni en Europe ni en Amérique, mais seulement en Palestine, où existait une minorité juive en paix avec les Arabes musulmans et chrétiens. Le projet colonial n'était pas d'exploiter la main-d'œuvre arabe, mais de l'expulser et de la remplacer par un prolétariat juif, soumis par l'idéologie nationale à la nouvelle bourgeoisie.

L'impérialisme britannique a le premier soutenu le sionisme avec la déclaration Balfour de 1917 pour renforcer ses propres positions au Proche-Orient à l'issue de la première guerre mondiale. Quand Hitler prit le pouvoir en Allemagne en 1933, l'État américain ferma ses frontières aux Juifs d'Europe. Le mouvement sioniste tenta de collaborer avec le régime nazi dans le but d'envoyer les Juifs allemands en Palestine. En vain. Avec la complicité de l'État britannique, le nationalisme juif mit sur pied en Palestine, à partir de 1920, des organisations terroristes (Haganah, Irgoun), pour intimider, assassiner et poser des bombes contre tous ceux qui leur résistaient.

Après la deuxième guerre mondiale et le génocide des Juifs d'Europe par l'impérialisme allemand, le sionisme devint prépondérant dans la diaspora juive, même si la

plupart des Juifs d'Europe occidentale et d'Amérique du Nord ne s'installèrent pas en Palestine. Les communistes internationalistes de la Ligue communiste révolutionnaire de Palestine et de la 4^e Internationale s'opposèrent évidemment à la colonisation.

En ce qui concerne la Palestine, la 4^e Internationale déclare que la répudiation totale du sionisme est un préalable pour une fusion des luttes des ouvriers juifs avec les luttes émancipatrices, sociales et nationales des travailleurs arabes. Elle déclare qu'il est profondément réactionnaire d'exiger une immigration juive en Palestine, comme il est réactionnaire, en général, de faire appel à l'immigration d'opresseurs dans les pays coloniaux. (Congrès de la 4^e Internationale, mai 1948)

En 1948, l'État d'Israël est fondé sur l'expulsion de 700 000 Arabes palestiniens de leurs terres, de leurs villes et villages, avec le soutien de l'impérialisme américain et de la bureaucratie stalinienne du Kremlin. La majorité du mouvement ouvrier juif (le Parti travailliste -Mapaï, le parti pro-stalinien Mapam, l'appareil syndical de la Histadrout) du nouvel État était sioniste. Le syndicat excluait les travailleurs arabes et le Mapaï fonda Israël. Le Parti communiste israélien (Maki), sous influence du Kremlin, accepta Israël.

Depuis 1948, il y a en Palestine un État colon, Israël, et un peuple colonisé, les Palestiniens, dont des centaines de milliers ont été parqués dans des camps dont plus de 1,5 million à Gaza. En outre, une partie de la population arabe de Palestine a dû s'exiler, le plus souvent dans des camps misérables du Liban, de Jordanie et de Syrie. Selon l'ONU, ils sont 4,7 millions à y survivre. Le sionisme devient un terrorisme d'État, utilisant systématiquement la violence militaire contre les Arabes.

Contre cette oppression, le peuple palestinien n'a cessé de se lever. Mais il n'a jamais eu de direction politique prolétarienne et révolutionnaire. Après la fondation d'Israël et sa dotation de l'arme atomique avec l'aide de l'État français, la résistance est passée des mains des religieux musulmans aux nationalistes panarabes au discours vaguement socialiste regroupés dans l'OLP (Fatah, FPLP, FDLF...), liés en fait à tel ou tel régime nationaliste des États bourgeois de la région et à la bureaucratie de l'URSS.

Mais un de ces régimes, la Syrie, a convergé avec Israël, avec la monarchie de Jordanie mise en place par l'État britannique et l'aile chrétienne de la bourgeoisie du Liban appuyée par l'État français pour écraser la résistance palestinienne regroupée dans l'OLP. Avec la restauration du capitalisme en URSS en 1992, l'OLP a négocié avec Israël les accords d'Oslo sous l'égide de l'État américain en 1993 entérinant la partition de la

Palestine entre deux États : en fait, la reconnaissance d'un État colonial surarmé et la création de deux ban-toustans sans armée véritable.

C'est à ce moment-là que l'islamisme (Hamas, Jihad) est devenu populaire chez les opprimés en misant sur la religion et l'antisémitisme. Le Fatah, qui a choisi de devenir le larbin des États-Unis et d'Israël, conserve le gouvernement formel de la Cisjordanie (« l'Autorité palestinienne »), en refusant désormais toute élection ; le Hamas, initialement favorisé par Israël, a pris le contrôle de la bande de Gaza avec l'appui de la dictature des mollahs d'Iran (qui persécute les minorités kurde, arabe, azérie...), des émirs du Qatar (qui surexploitent féroce-ment des prolétaires palestiniens dans leurs frontières) et d'une partie de la bourgeoisie musulmane du Liban, en réprimant tous ceux qui se réfèrent au socialisme.

Parallèlement, la nature colonialiste, théocratique et raciste de l'État d'Israël s'est affirmée de plus en plus, en même temps que se développaient tous ses moyens militaires, de surveillance et de répression contre les Palestiniens. En 1977, pour la première fois, le gouvernement a échappé au Mapaï (Parti travailliste), initialement majoritaire dans l'État colonial. L'organisation Matzpen, qui rassemblait en 1962 des militants arabes et juifs contre le sionisme, qui tendait la main au FDLP et au FPLP dans les années 1970, a été disloquée par la répression.

Après la signature des accords d'Oslo de 1993, la Cisjordanie a été découpée dès 1995 en 3 zones aboutissant au contrôle total par Israël de 60 % du territoire, le nombre de colons n'a pas cessé d'augmenter et la Cisjordanie s'est transformée en une mosaïque d'implantations de colonies étouffant peu à peu toute possibilité pour les Palestiniens. Ainsi, à partir de 2002, l'État d'Israël a érigé un mur de plus de 700 km empiétant sur les terres des Palestiniens de Cisjordanie et les soumettant à d'incessants contrôles et tracasseries pour se déplacer. Ainsi, l'implantation illégale de colonies, commencée en 1967, s'est-elle accélérée en Cisjordanie, puis autour de Jérusalem Est et sur le plateau du Golan, s'appropriant en toute illégalité les terres, les ressources en eau, avec la protection de l'armée. Par exemple, la loi fondamentale adoptée le 19 juillet 2018 établit comme un principe à valeur constitutionnelle la supériorité des droits des Juifs sur ceux des Arabes palestiniens résidant en Israël.

Sous l'égide de Trump, en 2020, les accords d'Abraham ont consacré le rapprochement entre Israël et Bahreïn, les Émirats arabes unis, suivis par le Maroc et le Soudan tandis que des pourparlers sont en cours avec l'Arabie saoudite. La dictature militaire égyptienne ne fait pas mystère de son étroite coopération avec Israël et elle participe au blocus de Gaza en collaboration avec l'État sioniste.



Ainsi les accords d'Oslo, approuvés par l'OLP, appuyés par toutes les puissances impérialistes, encensés par les agents de la bourgeoisie dans la classe ouvrière (partis « réformistes », bureaucraties syndicales), se sont-ils avérés n'être qu'une duperie contre les Palestiniens. Comme l'avaient annoncé les communistes internationalistes, le mythe de la création de deux États coexistant pacifiquement s'est totalement fracassé sur la réalité des faits.

Enhardie par les avancées obtenues jour après jour contre les droits des Palestiniens à l'ombre des accords d'Oslo, la fraction la plus décidée de la bourgeoisie israélienne a décidé de passer à la vitesse supérieure. Le sixième gouvernement Netanyahu, mis en place le 21 décembre 2022, est une coalition entre le Likoud et des partis ultrareligieux et fascistes qui sont la pointe avancée du sionisme conquérant, très implantés chez les colons en Cisjordanie. Sur 120 députés à élire, les élections de novembre 2022 ont en effet attribué 32 sièges au Likoud et 32 sièges aux partis ultrareligieux et fascistes. Les noms de ces partis parlent d'eux-mêmes : le Shas (Séfarades orthodoxes pour la Torah), le Parti sioniste religieux, le Judaïsme unifié de la Torah, Otzma Yehudit (Force juive, nouveau nom du parti Kach classé comme organisation terroriste par les États-Unis et l'Union européenne) et enfin Noam (Plaisir -sic !- fondé sur l'abhorration des LGBT et autres minorités sexuelles). D'ailleurs, sur 40 ministres et ministres délé-

gués, les partis ultrareligieux et fascistes détiennent 20 postes, et non des moindres, allant d'un poste de vice-premier ministre à celui de la sécurité nationale, de l'Intérieur à celui des Finances en passant par la Santé, la Construction et le Logement, par un ministre adjoint à celui de l'Éducation pour défendre dans les programmes « *l'identité juive nationale* » ainsi qu'un poste spécialement créé pour le développement des colonies dans la zone C. La zone C ainsi définie par les accords d'Oslo de 1995 représente en fait les territoires occupés soit 60 % de la Cisjordanie.

Une des principales figures de ces partis fascistes, Smotrich, chef du Parti sioniste religieux, ne cachait pas ses intentions quand il annonçait dans un document programmatique qu'il fallait imposer un « Grand Israël », donc en finir avec la fiction des deux États, et liquider tout espoir des Palestiniens à constituer leur État. En renforçant la colonisation d'abord :

La première et la plus importante étape du plan décisif « Un seul espoir » sera la colonisation. À ce stade, nous établirons le fait de base le plus important : nous sommes là pour rester. Nous précisons que notre ambition nationale d'un État juif du fleuve à la mer est un fait accompli, un fait qui ne se discute ni se négocie. Cette étape sera réalisée par un acte politico-juridique d'imposition de la souveraineté sur toute la Judée et la Samarie, et par des actes de colonisation concomitants : l'établissement de villes et de villages, la mise en place d'infrastructures comme il est d'usage dans le « petit » Israël et l'encouragement des dizaines et des centaines de milliers d'habitants à venir vivre en Judée-Samarie. De cette façon, nous pourrons créer une réalité claire et irréversible sur le terrain. (Un seul espoir, 2017)

Ce processus qui est en cours depuis plusieurs années s'est encore renforcé depuis l'installation du dernier gouvernement alliant le Likoud aux partis fascistes et fanatiques religieux. Des villages palestiniens sont régulièrement attaqués par les colons et les raids meurtriers de l'armée israélienne se multiplient. Le but définitif annoncé est d'écraser militairement les tentatives de résistance, de faire émigrer les Palestiniens récalcitrants et de priver de la quasi-totalité des droits politiques ceux qui accepteraient de rester, comme le droit d'élire des députés à la Knesset. Tout cela n'est pas très démocratique ? Qu'importe, Smotrich a d'autres valeurs :

L'État d'Israël a été fondé par la force de la croyance en la justice de l'histoire biblique, et par la force de l'accord des nations du monde - à un moment historique rare - pour réaliser la vision et restituer la Terre d'Israël au peuple d'Israël... Cette croyance en la justice de notre cause est vitale, et ceux qui en sont dépourvus auront en effet du mal à défendre

l'exigence que les Arabes de Judée et de Samarie abandonnent leurs ambitions nationales au profit des nôtres. (Un seul espoir, 2017)

Ce qui a changé depuis, c'est que son auteur et ses comparses sont aujourd'hui au gouvernement à égalité et main dans la main avec le Likoud, que Smotrich est ministre des Finances et vice-président de la Knesset... Si Netanyahou avait entrepris de limiter les pouvoirs de la Cour suprême, c'était bien sûr pour éviter de se voir poursuivi, lui et ses acolytes véreux, pour divers délits de corruption. Mais aussi pour avoir les coudées franches dans son entreprise contre les Palestiniens et ne pas risquer d'être censuré par des avis de quelques juges un peu moins sous l'emprise de la « *justice biblique* » que son gouvernement et pouvant estimer ses mesures « *déraisonnables* ».

Les organisateurs de Hofshim be Artzenou (Libres dans notre patrie) des manifestations massives contre la réforme de la Cour suprême (300 000 personnes au total le 25 février) se sont cantonnés à la défense de la démocratie de l'État colonial et ont brandi le drapeau israélien, excluant volontairement toute participation d'organisation de défense des droits des Palestiniens, sans jamais remettre en cause la politique colonisatrice de l'État d'Israël. Néanmoins, en profitant des manifestations, des associations ont attaqué la colonisation et brandi le drapeau palestinien à Tel-Aviv et à Jérusalem. En outre, la grève des réservistes affaiblissait le principal instrument du colonialisme, l'armée israélienne, spécialement dans l'aviation.

La politique déjà adoptée par la guérilla panarabe des années 1970 contre les civils juifs, reprise par le Hamas ces dernières années et qu'il vient de mener encore plus loin est impuissante à détruire Israël. Au contraire, elle renforce le chauvinisme et le racisme dans la population juive. Sans une hésitation, le Havoda (Parti travailliste ex-Mapaï), le Meretz (ex-Mapam) et la direction de la centrale syndicale Histadrout se rangent aujourd'hui derrière Netanyahou. Un cabinet de guerre d'union nationale vient d'être constitué entre le Likoud et le Parti de l'unité nationale ; les ministres fascistes religieux n'en font pas partie, mais c'est sans importance car c'est leur politique qui s'applique. La diaspora juive, qui se distancait du 6^e gouvernement Nétanyahou incorporant les fascistes, se ressoude à l'État colonial.

Aujourd'hui, une fraction du peuple palestinien est à nouveau victime du terrorisme étatique à grande échelle avec le blocus de Gaza, les bombardements incessants et la menace d'une invasion militaire meurtrière à Gaza. C'est à nouveau la population civile palestinienne, beaucoup plus que les dirigeants du Hamas, qui va payer le prix du sang sous les bombardements, avec la huitième opération militaire israélienne sur Gaza en dix ans. Pour la résistance palestinienne qui a pris les armes, c'est l'impasse. Les forces militaires israé-

liennes sont beaucoup plus puissantes que les combattants palestiniens avec tout un arsenal d'équipements militaires alliant l'aviation aux blindés, etc.

Si les travailleurs conscients du monde entier sont aux côtés de tout peuple opprimé, quelle que soit sa direction du moment, cela ne suffit jamais. Pour ouvrir une perspective au peuple palestinien, il faut avant tout un programme politique révolutionnaire.

Contre la majorité des réformistes (et aussi d'organisations « trotskystes » comme LO/France, le SP/Grande-Bretagne, le PO/Argentine, l'AWL/Grande-Bretagne, le POI/France...), il faut en finir avec le mythe de la constitution d'un État palestinien dans les quelques lambeaux de territoires morcelés qu'Israël n'a pas encore annexés, totalement inviable et qui consacrent la colonisation de la Palestine. Toute solution démocratique passe par le démantèlement préalable de l'État sioniste, un État d'apartheid, belliciste et instrument des puissances impérialistes occidentales en Asie de l'ouest.

Contre quelques débris du stalinisme (et aussi de nombreux courants centristes comme la QI pabliste, la FT-QI et la LIT-QI morénistes, la QI-WSWS healyste...), il faut en finir avec le prétendu front uni antiimpérialiste avec les islamistes du Hamas, avec les régimes bourgeois réactionnaires arabes, perse ou turc. Ceux-ci se retournent au gré de leurs intérêts et des pressions des différents impérialismes. Au contraire, la classe ouvrière du monde entier doit soutenir les luttes des travailleurs, des femmes et des minorités nationales de la région, aux prises avec leur gouvernement corrompu jusqu'à la moelle comme au Liban, contre la dictature comme en Syrie et en Iran, contre les princes et les monarchies d'Arabie saoudite et de Jordanie... Il faut en finir avec la soumission à la bourgeoisie palestinienne, que ce soit son aile cléricale, misogyne et antisémite financée par les ayatollahs et les émirs, son aile compradore, dépendante d'Israël.

Il faut un parti ouvrier révolutionnaire pour unir le prolétariat, l'arracher au sionisme et à l'islamisme. Les travailleurs palestiniens doivent nouer des liens fraternels avec les éléments conscients du prolétariat israélien. Le prolétariat israélien ne peut exister comme classe et mener une lutte contre sa bourgeoisie qu'en reconnaissant les droits démocratiques et nationaux des Arabes palestiniens, dont le premier est le droit au retour. Les mots d'ordre du prolétariat conscient sont donc :

- libération de tous les combattants arabes, unité de la Palestine,
- égalité de tous les Palestiniens (juifs et arabes ; hommes et femmes ; musulmans, juifs, chrétiens, athées), séparation de l'État et des religions,

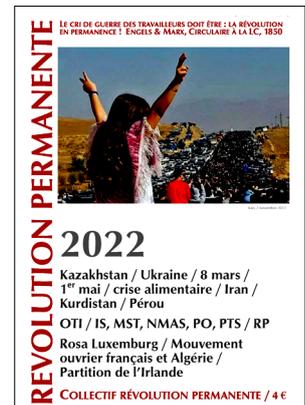
- droit des travailleurs hébreux dans ces conditions de vivre en Palestine,
- gouvernement des travailleurs, expropriation des groupes capitalistes.

La seule force sociale capable d'établir une Palestine unifiée, démocratique, laïque où pourront vivre tous ceux qui le veulent à égalité de droits est la classe ouvrière arabe, juive, turque, kurde, perse... de la région qui abolira les frontières héritées de la colonisation et instaurera la fédération socialiste du Proche-Orient.

Toutes les puissances impérialistes ont réaffirmé leur soutien à Israël et à « son droit à se défendre ». Mais le droit du peuple palestinien à se défendre contre le sort qui lui est réservé depuis 1948 est totalement ignoré, même par celles qui ont défendu le droit de l'Ukraine à exister contre l'État russe qui voulait l'annexer ! Plus que jamais, l'antisémitisme est volontairement assimilé à de l'antisémitisme par les gouvernements bourgeois et les manifestations de solidarité avec le peuple palestinien sont parfois interdites. Une campagne de front unique rassemblant toutes les organisations ouvrières, syndicats et partis, doit donc se développer au plan international en défense de tout militant et organisation antisioniste, contre toute livraison d'armes à Israël et en solidarité avec le peuple palestinien.

16 octobre 2023

Collectif révolution permanente
(Argentine, Autriche, Espagne, France, Turquie)



À quelle classe a servi la conférence sociale du 16 octobre ?

CAHIER RÉVOLUTION COMMUNISTE N° 32,
5 EUROS AUPRÈS DES MILITANTS 4 EUROS PAR LA POSTE.



Macron décide de convoquer les « partenaires sociaux »

Après sa victoire contre les retraites des salariés, facilitée par toute une panoplie de diversions de l'Intersyndicale et de la NUPES, la première ministre Borne avait laissé entendre qu'elle voulait réunir les « partenaires sociaux » dans une « conférence sociale ».

Le 30 août, répondant à la convocation de Macron, tous les partis représentés au parlement se sont rendus à Saint-Denis. Même LFI qui appelait à des casseroles pour soi-disant empêcher le président de la République de parler en public quelques semaines auparavant. Après que les députés et sénateurs du mouvement ouvrier (PCF, LFI et PS) ont pris le diner de bon appétit avec leurs collègues des principaux partis bourgeois (EELV, Renaissance, MoDem, UDI, LR, RN), avec les membres du gouvernement et avec le président, celui-ci a annoncé une « conférence sociale sur les bas salaires ».

Selon l'État bourgeois, il n'y a pas de lutte entre les classes. Il y a un intérêt général, qu'il incarne, et des intérêts particuliers. Parmi les multiples représentants de la « société civile » (la société moins l'État), on trouve au niveau « interprofessionnel » (national) :

- 3 organisations d'employeurs (dans l'ordre de représentativité : MEdeF, CPME, U2P) ;
- 6 organisations de salariés (dans l'ordre de représentativité : CFDT, CGT, FO, CFE-CGC, CFTC, Solidaires).

Ce qui justifierait le terme mystificateur de « partenaires » est qu'elles gèrent ensemble des régimes de protection sociale que l'État a concédés en 1945 (les quatre branches du régime général de la Sécurité sociale) ou qu'ils ont fondés ensemble ultérieurement (UNEDIC, AGIRC-ARRCO).

La première ministre consulte le patronat et les principales confédérations syndicales début octobre pour préparer la conférence sociale.

La semaine dernière, avec le ministre du travail Olivier Dussopt, j'ai eu l'occasion de m'entretenir avec vous, pour préparer cette conférence sociale...
(Élisabeth Borne, *Discours introductif*, 16 octobre)

Le gouvernement choisit le lieu. Ce sera le palais d'Iéna, à Paris, où est logé le Conseil économique, social et environnemental (CESE), comme lors des conférences sociales convoquées par le président Hollande (PS) à partir de 2012. Le CESE, dans la 5^e République gaulliste, est une assemblée constitutionnelle qui conseille le gouvernement ou le parlement et qui favorise le « dialogue social », autrement dit la collaboration de classes. Parmi ses membres, 16 membres de la CFDT, 16 de la CGT, 9 de FO, 4 de la CFTC, 4 de la CFE-CGC, 4 de l'UNSA, 2 de Solidaires (SUD) et aussi 1 FAGE et 1 UNEF qui touchent chacun 3 861,29 euros brut par mois, cumulables avec le salaire ou la pension de retraite. Le CESE se décline dans chaque région, ce qui assure des prébendes supplémentaires aux appareils des syndicats et des associations.

Pour savoir à quoi sert la conférence sociale, il suffit d'écouter Borne

L'état-major de la CGT annonce qu'il sera présent et tente de faire croire que, grâce à la magie du verbe des pontes syndicaux, le gouvernement va changer de cap.

Le pays, les travailleuses et les travailleurs ont besoin d'une tout autre politique pour répondre à leurs attentes de progrès social... La Première ministre devra sortir de cette conférence sociale avec des mesures fortes et contraignantes pour les employeurs et les actionnaires. La CGT alerte le gouvernement sur la nécessité et l'urgence de prendre enfin en compte la situation économique des Français.es. (CGT, *Communiqué*, 12 octobre)

La secrétaire confédérale Binet est là en personne pour faire ses « propositions », comme ses homologues, quand Borne mène ce que la presse patronale appelle

« une grande messe sociale » (*L'Usine nouvelle*, 16 octobre).

La première ministre ne cache pas que son but est l'apaisement des tensions sociales, la collaboration entre les classes, et que la conférence sociale est complémentaire des rencontres des partis parlementaires convoquées le 30 août et le 30 octobre par le président de la république.

L'unité, ça n'est pas nier nos différences, c'est aussi être capable de se parler, de mener ensemble un dialogue apaisé, pour construire des solutions dans l'intérêt du pays et des Français. C'est précisément l'enjeu de cette conférence sociale, dans la lignée des rencontres de Saint-Denis initiées par le président de la République, avec les partis politiques. (Élisabeth Borne, *Discours introductif*, 16 octobre)

La cheffe du gouvernement l'inscrit dans la politique antisociale de l'État qui, après avoir attaqué le droit à la retraite, allège la formation professionnelle (plus d'apprentis qui ont moins d'heures de cours et fournissent plus de travail lors de stages plus longs payés médiocrement par l'État) et malmène une fois de plus les chômeurs (notamment ceux qui relèvent du RSA).

Au sein de cet hémicycle du Conseil économique, social et environnemental, chambre de la société civile, nous ouvrons aujourd'hui, organisations patronales, syndicales, gouvernement, chercheurs, experts, une nouvelle étape pour notre démocratie sociale. C'est le sens de la politique menée depuis 2017, en favorisant l'apprentissage, la formation, avec par exemple la création du compte personnel formation, et en accompagnant davantage les personnes les plus éloignées de l'emploi. Avec Olivier Dussopt, nous poursuivons notre action, notamment avec la création de France Travail. (Élisabeth Borne, *Discours introductif*, 16 octobre)

Le bilan tiré par les directions confédérales

Solidaires (les SUD) dénonce la supercherie... que cette confédération a pourtant cautionnée jusqu'au bout.

L'Union syndicale Solidaires a participé ce jour à la « Conférence sociale » organisée par le gouvernement... Force est de constater qu'elle n'a eu de sociale que le nom et qu'au-delà de la mise en scène, les pistes proposées ne sont pas à la hauteur des enjeux. (USS, *Communiqué*, 16 octobre)

La CGT, qui continue à parler « des Français » comme s'il n'y avait pas une minorité d'exploiteurs et une majorité d'exploités dans le pays, doit convenir que Binet n'a rien obtenu.

Très attendue par les Français, la journée d'échanges et de réflexions voulue par l'Élysée au

tour des rémunérations et du pouvoir d'achat s'est révélée « décevante », selon la CGT. (NVO, 17 octobre)

FO ne désespère pas.

Le 16 octobre dernier se tenait la conférence sociale voulue par le président de la République. Photo de famille ? Exercice de communication ? Tentative des pouvoirs publics de se racheter une conduite ? C'était sans doute un peu tout cela à la fois... La porte est ouverte... Nous avons redit que le dialogue social doit retrouver un nouvel élan, nous avons redit nos attentes sur l'autonomie des interlocuteurs sociaux... (FO Hebdo, 25 octobre)

La CFDT sort, elle, réjouie. Elle prétend sans honte que cette cérémonie était le but des manifestants du printemps. Autrement dit, ils auraient gagné, pas perdu contre le gouvernement !

La tenue d'une conférence sociale qui a réuni organisations syndicales et patronales et gouvernement, le 16 octobre 2023 au Conseil économique, social et environnemental, était importante. Grâce aux mobilisations qui ont rassemblé des millions de salariés et d'agents publics dans la rue au premier semestre 2023, grâce à la CFDT qui n'a cessé de mettre les enjeux du travail dans le débat public, les salaires et le pouvoir d'achat ont enfin fait l'objet de discussions et d'échanges entre organisations syndicales, organisations patronales et le gouvernement. (CFDT, *Communiqué*, 16 octobre)

Sur quoi débouche réellement la conférence sociale ?

L'organisatrice se félicite du comportement des dirigeants syndicaux et du succès de l'opération gouvernementale.

Je veux saluer votre engagement pour faire de cette Conférence sociale, non seulement un moment de concertation utile, mais aussi une première étape de construction de solutions. J'ai toujours eu une conviction : c'est par le dialogue et la concertation que l'on trouve des meilleures solutions. (Élisabeth Borne, *Discours de conclusion*, 16 octobre)

Les « meilleures solutions » comme étrangler les systèmes publics de l'enseignement et de la santé ? Comme repousser de deux ans l'âge de la retraite à taux plein ?

Une « concertation utile » à qui ? Les travailleuses et les travailleurs n'en tirent qu'une désorientation supplémentaire, sans aucune concession significative. Le gouvernement annonce un nouvel organisme de collaboration de classes (et de corruption des appareils syndi-

caux), plus de vagues promesses qui ne coutent rien aux capitalistes ni à leur État.

- revoir les grilles des conventions collectives, ce qui est déjà largement accompli au moment de la conférence.

La Première ministre a indiqué que le ministère du Travail recevrait « prochainement toutes les branches ayant des minima en dessous du SMIC pour qu'elles s'expliquent sur leur retard ». « Si nous ne constatons pas de progrès significatifs d'ici le 1er juin 2024, le gouvernement proposera au Parlement un texte de loi qui permettra de calculer les exonérations non pas sur la base du SMIC, mais sur la base du minima de branche », a-t-elle affirmé. (Les Échos, 17 octobre)

- créer un index sur l'égalité entre hommes et femmes, alors que des organismes officiels en disposent de plusieurs types et publient régulièrement des synthèses (INSEE, *Femmes et hommes, l'égalité en question*, 3 mars 2022) et alors que, si l'index « égapro » du ministère du travail créé en 2018 ne fonctionne pas, c'est que

les employeurs ne fournissent pas les données ou les truquent.

Élisabeth Borne a aussi proposé aux partenaires sociaux de « bâtir un nouvel index » sur l'égalité femmes-hommes... (Les Échos, 17 octobre)

- étudier les exonérations de cotisations sociales, alors qu'il existe déjà un ministère de l'économie, une administration des impôts, une Sécurité sociale, un Conseil d'analyse économique, un Conseil général de l'économie...

Des experts vont avoir pour mission d'analyser les interactions entre exonérations, salaire et prime d'activité. Les partenaires seront associés à cette mission. (Site Tissot sur le droit du travail, 19 octobre)

- mettre en place un Haut Conseil des rémunérations qui complètera le CESE, le Comité de suivi de la négociation salariale de branches...

Je vous propose la mise en place d'un Haut conseil des rémunérations. Lieu de travail, d'échanges et de propositions, il nous permettra d'avancer sur le lien entre productivité, création de valeur et salaire... Vous serez pleinement associés à sa définition. (Élisabeth Borne, Discours de conclusion, 16 octobre)

Est-ce par ce biais que les travailleuses obtiendront l'égalité des salaires et l'ensemble du prolétariat l'indexation des salaires ? On sait d'avance que non.

Combien toucheront les chefs syndicaux qui siégeront au HCR ? On ne le sait pas encore.

La base économique de l'opportunisme est la même que celle du social-impérialisme... le droit aux miettes des profits réalisés dans le pillage des autres nations par leur bourgeoisie nationale. (Vladimir Lénine & Grigori Zinoviev, aout 1915)

En récompense de leur aide indéfectible, le gouvernement de la bourgeoisie va jeter à ses chiens de garde un os supplémentaire à ronger. De leur côté, les bureaucraties syndicales corrompues peuvent, comme au printemps, compter sur les partis sociaux impérialistes (et sur leurs adjoints qui se prétendent trotskystes) pour les couvrir. Aucune organisation de taille significative n'a dénoncé la conférence antisociale. Aucune n'a combattu à cette occasion pour l'indépendance de classe, pour la rupture des syndicats avec Macron et Borne.

Décidemment, il est temps de construire un parti ouvrier révolutionnaire et des fractions lutte de classe dans les syndicats !

10 novembre 2023

RÉVOLUTION COMMUNISTE

bimestriel du Groupe marxiste internationaliste
section française du Collectif révolution permanente
Directeur de publication : Étienne Valyi. Imprimé par le GMI.

ISSN : 2273-8762



Abonnement : 15 euros pour 1 an (5 numéros)
Soutien ou abonnement : chèque à l'ordre de **ARTP**
Pour tout contact, soutien ou abonnement, écrire à :

ARTP
AGECA service BP
177 rue de Charonne
F-75011 PARIS

Site du CoReP en allemand, anglais, catalan, espagnol, français, turc : revolucionpermanente.com

Site de EKIB/Turquie : patronsuzdunya.com

Site de GKK/Autriche : klassenkampf.net

Site du GMI/France : groupermarxiste.info

Site de IKC/État espagnol : www.ikcirklo.org

Blog de OR/Argentine : octubrerojo.org.wordpress.com

Le dessin du crieur est de Honoré, assassiné par les islamistes le 7 janvier 2015 avec Cabu, Charb, Tignous et Wolinski. Honoré avait dessiné pour la CGT, Wolinski pour le PCF, Charb pour la CGT, le PCF et le NPA.

Le projet de budget de Macron, Borne et Le Maire

Le projet de budget de l'État pour l'année prochaine (PLF 2024) présenté le 27 septembre par le gouvernement a été adopté à l'Assemblée nationale au moyen de l'article 49.3 le 7 novembre et sera examiné à partir du 22 par les sénateurs. Le budget présente un concentré de la politique du gouvernement, celui-ci ne déroge pas à la tradition.

Toujours moins d'impôts sur les capitalistes

Depuis l'arrivée de Macron à la tête de l'État, le poids de la fiscalité sur les capitalistes n'a cessé de diminuer. Outre le remplacement de l'ISF par l'IFI, la « flat tax » instaurée par Macron pour 2018 limite l'imposition des revenus du patrimoine à 30 % alors que son taux maximal pouvait atteindre 60,5 % auparavant. La cotisation sur la valeur ajoutée ne pèse plus que 3 milliards d'euros pour le PLF 2024 contre 15 milliards dans les recettes du budget de 2020. Son taux d'imposition avait été divisé par deux pour 2021 comme la cotisation foncière des entreprises et la taxe foncière pour les établissements industriels.

Plus de la moitié des recettes fiscales nettes reposent sur la TVA qui est un impôt dégressif par rapport au revenu (il pèse plus lourdement, en proportion du revenu, sur les pauvres que sur les riches).

Le déficit et le taux d'intérêt

Au total, la faiblesse de l'imposition des capitalistes engendrerait un déficit de 4,4 % du PIB (contre 4,9 % en 2023) et une dette à près de 110 % (stable).

En dépit du poison chauvin répandu durant 30 ans par le PCF, les bureaucraties de la CGT, de FO, de la FSU et de SUD, ATTAC, le PdG-LFI, le NPA, les POI, cela confirme que l'État français n'est nullement assujéti au « dogme libéral » de l'Union européenne puisqu'il ne respectera pas, une fois de plus, la règle des déficits publics inférieurs à 3 % du PIB et d'une dette inférieure à 60 %.

*Comme la dette publique s'appuie sur les revenus de l'État, qui doivent couvrir les paiements annuels d'intérêts, le système fiscal moderne est devenu le complément nécessaire des emprunts nationaux. Les emprunts mettent le gouvernement en mesure de faire face aux dépenses extraordinaires sans que le contribuable s'en ressente aussitôt, mais ils exigent par la suite des impôts plus élevés. (Karl Marx, *Le Capital*, livre I, 167-1883, ES, 2016, p. 729)*

La grande nouveauté de ce budget tient au changement de contexte de l'économie mondiale lié à la hausse généralisée des taux d'intérêt. Au compte de

l'État, l'agence France trésor emprunte aux banques au moyen d'enchères. Les banques peuvent revendre les bons du trésor (court terme) et les obligations (à moyen ou long terme) obtenus en contrepartie du prêt accordé à l'État.

Depuis 2022, l'État français doit accepter des taux plus élevés (40 milliards d'intérêts versés en 2023). Pour une part, c'est la conséquence de la hausse des « taux directeurs » de la banque centrale auxquels les banques peuvent lui emprunter. Pour une autre, c'est le reflet de l'analyse des prêteurs sur la force de l'économie capitaliste nationale et sur le niveau d'endettement antérieur de l'État. Pour les mêmes taux directeurs de la BCE, il y a des écarts entre les taux d'emprunt des différents États de l'UE. Il y a deux ans, l'écart des taux à dix ans entre la France et l'Allemagne était proche de 0,3 %, il avoisine 0,6 % en novembre 2023.

Par conséquent, le PLF prévoit pour financer le déficit l'émission d'obligations à hauteur de 285 milliards d'euros au taux de 3,5 %.

La charge de la dette grimpera de près de 10 milliards d'euros, pour atteindre 48 milliards d'euros (soit davantage que le budget de l'éducation nationale), et dépassera 74 milliards d'euros en 2027. (Le Monde, 14 septembre)

La classe capitaliste, d'un côté, échappe largement à l'impôt et, de l'autre, empêche les intérêts qui découlent du déficit public, le tout sur le dos des producteurs.

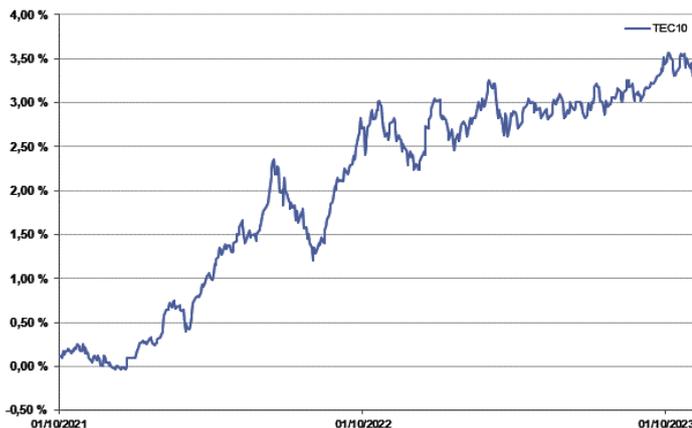
Aucune restriction pour les corps de répression

Nous devons répondre à un triple défi : la crise inflationniste la plus grave depuis les années 1970, l'impératif catégorique de désendetter le pays et la nécessité d'investir dans les missions régaliennes, l'écologie et l'éducation. (Bruno Le Maire, 27 septembre)

Le défi de la crise inflationniste ? L'indexation des dépenses de prestations sociales sur les prix ne représente que 18 milliards d'euros pour 2024 (projet loi de finance de la sécurité sociale) et la rémunération des fonctionnaires n'est pas indexée sur l'inflation.

Investir dans l'écologie ? Les crédits à la transition écologiques ne pèsent que pour 40 milliards.

Investir dans l'éducation ? Le budget de l'éducation nationale atteindrait les 63,6 milliards, soit une augmentation de 3,9 milliards (dont 900 millions sont consacrés aux Pactes enseignants, créés pour détrico-



TAUX D'INTÉRÊT PAYÉ PAR L'ÉTAT AUX BANQUES POUR DES EMPRUNTS DE 10 ANS

ter le statut et diviser les professeurs). Il est prévu de supprimer 2 500 postes d'enseignants.

Investir (sic) dans « les fonctions régaliennes » ? Cela veut dire que l'armée, la police et les prisons sont gagnantes. En effet, le PLF prévoit de porter le budget de « la justice » à un peu plus de 10 milliards d'euros en 2024, soit plus 500 millions par rapport à l'année précédente, 23 milliards pour « l'intérieur », soit plus 850 millions, 47 milliards pour « la défense », soit plus 3,3 milliards. Il est prévu de recruter 5 000 militaires, policiers, gardiens de prison supplémentaires.

Le budget de « la défense » et les partis réformistes

Tout cela, le PS, le PCF et LFI le cautionnent. Le PCF et le PS ont soutenu en 2022 les menées des organisations de policiers aux mains de LR, du RN et des fascistes [voir *Révolution communiste* n° 45]. Le PS, le PCF et LFI soutiennent aussi « l'effort militaire de la nation » à l'occasion de la loi de programmation des armées, plus 400 milliards d'euros en 7 ans [voir *Révolution communiste* n° 46, 55]. Ils confirment à l'occasion du budget militaire de l'année prochaine.

La France « insoumise ».

Il faut d'abord que les militaires en Missops [mission opérationnelle] bénéficient de tous les dispositifs qui compensent les sujétions inhérentes aux opérations à l'étranger -notamment la pension majorée... Ils ne bénéficient pas de la pension majorée, alors qu'ils subissent les mêmes contraintes, notamment familiales, que s'ils étaient en Opex [opération militaire extérieure]. Ils ne peuvent pas non plus recevoir les mêmes décorations. Ce statut n'a donc qu'une seule utilité : faire des économies sur le dos des militaires et c'est inacceptable.

(Bastien Lachaud, *Intervention à l'Assemblée*, 7 novembre 2023)

Selon nous, ce texte est un rendez-vous manqué. Il ne comble pas les lacunes capacitaires de nos armées et ne prépare pas notre pays aux transformations du monde, notamment au changement climatique. Il confirme que votre projet pour la France n'est pas l'indépendance mais bien l'alignement... Le porte-avions de nouvelle génération verra-t-il le jour à temps ?... Rien, dans ce projet de loi de finances, ne permettra à la France de conserver et de développer une BITD [base industrielle et technologique de défense] souveraine. (Aurélien Saintoul, *Intervention à l'Assemblée*, 7 novembre 2023)

Le Parti « communiste » français.

Bien entendu, il faut mettre tous les moyens en oeuvre pour protéger les Français et nos ressortissants à l'étranger, pour que les armées disposent du meilleur matériel, à la pointe des nouvelles technologies, et pour que les soldats soient bien équipés, bien formés, mieux rémunérés. Sur ces différents points, il y a eu quelques avancées, notamment en matière de conditions de vie et d'indemnisation des soldats... Nous voulons allouer d'importants moyens au secteur des équipements et des munitions, afin de rattraper le retard pris depuis des années. (Fabien Roussel, *Intervention à l'Assemblée*, 7 novembre 2023)

Le Parti « socialiste ».

La récente revalorisation des grilles indiciaires apparaît bien insuffisante... Notre deuxième sujet de préoccupation concerne le bâti, la vétusté de nos bases de défense... Comment assurer l'effectivité de cette préparation opérationnelle et se conformer aux critères de l'Otan lorsque l'on manque de matériels et de personnels... ? (Anna Pic, *Intervention à l'Assemblée*, 7 novembre 2023)

Contrairement aux illusions que LO, les NPA, RP et le POI répandent sur le PCF ou LFI, tous les partis sociaux-impérialistes sont d'accord sur l'essentiel : il faudrait que les travailleurs supportent le fardeau fiscal croissant d'une police et d'une l'armée qui garantissent l'influence de la bourgeoisie française dans le monde et l'ordre capitaliste à l'intérieur.

Moins de professeurs, mais plus de flics, de matons et de soudards. C'est une des facettes de la marche à la barbarie du capitalisme pourrissant.

19 novembre 2023

Argentine : ni Massa, ni Milei, pas une voix pour les candidats des capitalistes !

Front unique des travailleurs pour la défense de toutes les revendications !

Contre le plan d'ajustement et contre l'exploitation, nous luttons pour la révolution !

En tant que travailleurs, nous vivons une réalité quotidienne d'insécurité de l'emploi, de licenciements, d'inflation galopante, de maigres augmentations de salaires, de retraites misérables, de détérioration systématique de l'éducation et de la santé. Tel est le cadre dans lequel les classes dirigeantes nous font payer la protection de leurs privilèges et de leur taux de profit et d'exploitation.

Ces derniers mois, ont eu lieu des luttes importantes : les grèves de Tyrolit (San Luis), Diasser et Danica (Villa Mercedes), la rébellion à Jujuy, les grèves dans les secteurs de l'éducation, de la santé, de l'État, de l'alimentation, de la métallurgie et de l'exploitation minière, entre autres. Un secteur de travailleurs qui se veut indépendant émerge pour lutter dans les rues et sur les lieux de travail, et la bureaucratie syndicale est également poussée à agir. La nécessité pour la masse des travailleurs d'entrer en lutte s'étend à tout le pays, que les directions de leurs organisations le veuillent ou non.

Qu'il s'agisse de bons d'éducation ou d'inflation, une grande partie des travailleurs sont privés d'éducation et de santé. Plus de 60 % d'entre eux vivent dans la pauvreté. La faim et la violence sévissent dans les rues, et tant Massa que Milei prétendent les régler en renforçant l'austérité et la répression. C'est pourquoi nous appelons à construire une organisation indépendante qui nous défende en tant que classe ouvrière contre les attaques des partis des patrons, des financiers et des banquiers.

Pas un vote, pas une voix pour le candidat péroniste Massa qui veut poursuivre la même politique qui plonge la classe ouvrière, la jeunesse, les travailleurs pauvres des villes et des campagnes dans la misère !

Pas un vote, pas une voix pour le candidat ultraréactionnaire Milei qui veut supprimer ce qui reste des services sociaux et des services publics, qui veut abolir le droit à l'avortement et qui promet une « dollarisation » de l'économie qui ne profiterait qu'à ceux qui sont déjà gavés de dollars !

Massa et Milei sont deux candidats de la bourgeoisie qui ne s'opposent que sur la meilleure façon de faire payer la crise aux travailleurs. La classe ouvrière n'a pas de candidat derrière lequel elle puisse rassembler ses voix en toute indépendance.



16 NOVEMBRE, SAN LUIS, PROFESSEURS EN GRÈVE

Voter pour Massa pour empêcher Milei d'accéder au pouvoir, ou voter pour Milei pour faire partir Massa, c'est renoncer à l'indépendance de classe, c'est accepter de subordonner la classe ouvrière à une aile de la bourgeoisie, c'est préparer des défaites.

Boycott de l'élection ! Pas une voix pour les candidats des capitalistes !

Octobre rouge a pour objectif la création d'organes de front uni, qui peuvent exprimer l'unité dans la lutte, avec une indépendance politique de classe, par rapport aux patrons, à l'État et aux bureaucraties syndicales. Dans ce sens, nous promouvons la création de comités de solidarité de grève, de comités d'usine dans les industries et de comités de base dans la santé et l'éducation, pour organiser et récupérer les syndicats, pour discuter d'un plan de lutte et pour mettre en place une solution révolutionnaire à la crise capitaliste.

Nous combattons pour un front unique de toutes les organisations, partis et syndicats de travailleurs pour la mobilisation générale et la défense de toutes les revendications, en commençant par :

L'indexation automatique des salaires, des allocations et des pensions sur l'inflation,

Le gel des prix des denrées alimentaires,

L'arrêt de toute répression contre les travailleurs,

La séparation de l'Église et de l'État,

Non au FMI, non à l'austérité et à la répression !

Pour la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire, d'une internationale ouvrière révolutionnaire !

17 novembre 2023

Octobre rouge (noyau du Collectif révolutionnaire permanente en Argentine)

Chili : le piège de l'assemblée constituante

Que gagne-t-on par le lâche détour de l'assemblée nationale constituante ? On renforce la position de la bourgeoisie, on affaiblit le prolétariat, on le plonge dans la confusion par des illusions vides de contenu, on gaspille du temps et des forces en « discussions » entre le loup et l'agneau... L'assemblée nationale est un héritage suranné des révolutions bourgeoises, une cosse vide, un résidu du temps des illusions petites-bourgeoises sur le « peuple uni », sur la « liberté, égalité, fraternité » de l'État bourgeois. (Rosa Luxemburg, 20 novembre 1918)

Octobre 2019 : l'explosion sociale

Le coup d'État militaire de 1973 écrase le prolétariat pour une génération. En 2006, les étudiants secouent l'ordre bourgeois. Les mobilisations sociales ne cessent pas. En octobre 2019, la jeunesse, manifestant contre la hausse du prix des transports publics, entraîne le prolétariat, c'est « l'estallido social » (l'explosion sociale). Le président Piñera, capitaliste et nostalgique de la sanglante dictature militaire (1976-1983), impose l'état d'urgence et déchaîne la répression étatique. Au prix de 29 morts, 2 400 blessés (dont 460 éborgnés), des dizaines d'agressions sexuelles, plus de 5 000 arrestations, l'armée et la police rétablissent l'ordre.

Le Parti socialiste (PS), le Parti communiste chilien (PCCh) et Convergence sociale (CS), avec le renfort de la direction de la confédération syndicale (CUT), rejettent l'autodéfense et prêchent aux masses le pacifisme. Ils prétendent replâtrer la démocratie bourgeoise au moyen d'une assemblée constituante [voir *Révolution communiste* n° 37].

Contre la grève générale, la bureaucratie de la CUT épuise l'élan combattif avec des journées d'action de 24 heures (17 octobre, 25 octobre, 12 novembre, 25 novembre, 30 novembre).

Novembre 2019 : la constituante, un noeud coulant au cou du prolétariat

Aucune organisation de taille nationale ne combat pour la grève générale, l'auto-organisation, l'autodéfense, la constitution de conseils, leur centralisation pour un gouvernement ouvrier. Dans un État où les élections sont libres, les pseudo-trotskyistes (dont ceux du PTR, l'organisation soeur de RP/France) détournent le mouvement social vers un changement constitutionnel.

Nous proposons comme mesure d'urgence, d'imposer une assemblée constituante libre et souveraine, à partir de la chute du gouvernement et sur les ruines de ce régime. (PTR/FTQI, La Izquierda Diario, 19 octobre 2019)

Le 15 novembre 2019, la plupart des partis bourgeois (PDC, UDI, RN...) et des partis ouvriers bourgeois (PS, CS, RD...) signent « l'accord pour la paix et la nouvelle constitution ». Le PCCh, exclu des négociations, et la direction de la CUT approuvent.

L'élan pour un changement de constitution est insufflé par la révolte sociale de 2019, en partie canalisée par ce processus constituant. (Antoine Faure & Antoine Maillot, « Le Chili après le rechazo », Amérique latine, l'année politique 2022, CERI Sciences Po, janvier 2023, p. 25)

Les centristes épaulent à chaque étape les bureaucrates syndicaux et les partis réformistes : « développer le combat pour une Assemblée constituante libre et souveraine » (PTR/FTQI, *La Izquierda Diario*, 11 février 2020).

EL MERCURIO
www.elmercurio.com

REGION METROPOLITANA \$700
Región I, II, III, XI y XII \$1200
Región de la V a la X y XIV \$300

FUNDADO EN VALPARAISO EL 12 DE SEPTIEMBRE DE 1827 / AÑO CINCO N° 46.402 / NICK
SANTIAGO DE CHILE, VIERNES 15 DE NOVIEMBRE DE 2019
FUNDADO EN SANTIAGO EL 1ER JUNIO DE 1900 / AÑO CXXXI - 41.204 (SI PROPIEDAD)

El titular del Senado, Jaime Quintana, leyó esta madrugada el documento que recogió los compromisos de los partidos políticos de Chile Varios, de la ex Nueva Mayoría —a excepción del PC, que no participó en el proceso— y del Frente.

Atendiendo las masivas manifestaciones ciudadanas y el llamado del Presidente Piñera se llevó adelante una maratónica negociación que concluyó pasadas las 2 de la madrugada de hoy, en el ex Congreso Nacional

Oficialismo y oposición alcanzan acuerdo por la paz y una nueva Constitución para superar la crisis social: habrá plebiscito en abril de 2020

En la votación se podrá escoger entre una Convención Mixta Constitucional —integrada en un 50% por parlamentarios y en un 50% por ciudadanos— y una Convención Constitucional, en la que solo habrá personas elegidas especialmente para elaborar la futura Carta Fundamental.

Además, se estableció que las resoluciones del órgano constituyente serán adoptadas con un quórum de 2/3 de sus miembros en ejercicio. El texto final deberá ser ratificado por otro plebiscito con sufragio universal obligatorio.

LOS CONSTITUYENTES SERÁN ELEGIDOS EN PARALELO CON LOS PRÓXIMOS COMICIOS MUNICIPALES Y DEBERÁN ENTREGAR SU PROYECTO EN UN PLAZO MÁXIMO DE 12 MESES | C 2

RedInternacional
LA IZQUIERDA DIARIO
FORO DE TRABAJO Y PARTICIPACIÓN

POLÍTICA CHILE

DEBATE PLEBISCITO. Una Asamblea Constituyente libre y soberana en la lucha por terminar con el Chile de los capitalistas

Para que sea libre y soberana deben votar todos los mayores de 14 años, los constituyentes deben ganar lo mismo que un trabajador medio y pueden ser revocables si no cumplen con sus promesas. Todo colectivo de trabajadores o jóvenes y mujeres que así lo desee debe tener derecho a presentar sus candidatos sin límite alguno y acceso a los medios masivos como todo el tiempo necesario para llegar a toda la población.

NOVEDADES
Marxismo
Teoría y revolución

LE 15 NOVEMBRE 2019, POUR METTRE FIN À L'EXPLOSION SOCIALE, LES PARTIS « RÉFORMISTES » APPELLENT, AVEC LES PARTIS BOURGEOIS, À UNE ASSEMBLÉE CONSTITUANTE.

LE PRT, L'ORGANISATION-SOEUR DE RP/FRANCE ET DU PTS/ ARGENTINE, RELAIE L'OPÉRATION EN FAISANT CROIRE QU'ELLE POURRAIT DÉBOUCHER SUR UN « CHILI SANS CAPITALISTES ».

Le 25 octobre 2020, au référendum pour une assemblée constituante, le « apruebo » (oui au changement de constitution) l'emporte à 78,28 % mais la participation n'est que de 50,95 %.

En conséquence, des élections pour la première Assemblée constituante (Convención Constitucional) sont convoquées les 15 et 16 mai 2021. La participation descend à 43,41 %. Elles désignent 155 députés auxquels s'ajoutent 9 représentants des peuples autochtones (13 % de la population).

- La coalition En avant pour le Chili des partis bourgeois (PLR, UDI, RN...) qui veut maintenir la constitution de Pinochet obtient 20,56 %.
- La coalition Approbation dignité qui réunit des partis « réformistes » (PCCh, CS...) et un parti écologiste (FREVS) qui veut une constitution sociale obtient 18,74 % des voix.
- La coalition La Liste du peuple qui rassemble de manière éphémère des organisations populistes, écologistes et féministes rassemble 16,27 % des suffrages.
- La coalition La Liste d'approbation des partis bourgeois (PDC, PR, PPD, CIU, PRO...) qui veulent moderniser la constitution, à laquelle se rallie le PS, obtient 14,25 %.

Pendant ce temps, l'ancienne constitution s'applique.

Mars 2022 : Boric compose un gouvernement front populiste

L'élection présidentielle se déroule les 21 novembre et 19 décembre 2021. Boric (CS) bénéficie dès le premier tour du soutien du PCCh et au second tour du soutien du PS et des partis bourgeois PDC, PPD, PL, PRO, PR, PEV, CIU... Il l'emporte (56 %) contre Kast (44 %).

Pour prendre ses fonctions en mars 2022, Boric forme un gouvernement de front populaire Alianza de Gobierno (AG) avec des partis bourgeois (PPD, PR, PL...) sans majorité parlementaire stable. Pour donner des gages à la classe dominante, il nomme ministre de l'économie Mario Marcel qui était gouverneur de la Banque centrale.

Grâce à la hausse du cours du cuivre et du lithium, le gouvernement Robic peut accorder quelques concessions économiques, même s'il encourage, parallèlement, la flexibilité. La ministre de la défense, la petite-fille d'Allende, renforce en mai 2022, l'occupation militaire du territoire du peuple amérindien Mapuche (1,7 million des 19 millions de Chiliens), qui reste exproprié de ses terres.

Quant à la libération des prisonniers de la révolte de 2019 promise par le candidat Boric, elle attend toujours.

De la 1^{re} à la 2^e assemblée constituante

Le gouvernement front populiste donne des gages à la classe dominante. Chaque article du projet de constitution doit recueillir au moins deux-tiers des députés constituants.

Le quorum fixé aux deux tiers des constituants pour valider la proposition des articles du futur texte fondamental est très clairement une modalité encadrant la possibilité même de parvenir à une refondation. (Antoine Faure & Antoine Maillot, « La Convention constitutionnelle au défi de la refondation du Chili », *Amérique latine, l'année politique 2021*, CERI Sciences Po, janvier 2022, p. 46)

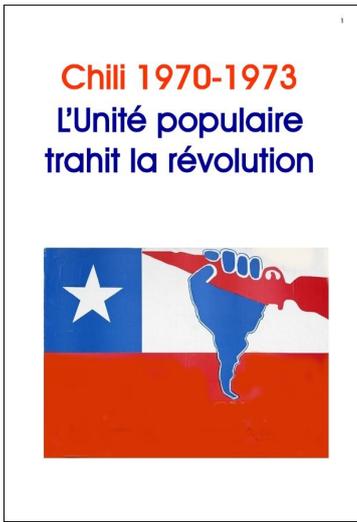
Les travaux de l'assemblée constituante sont sabotés par la haute administration, dénigrés et calomniés en permanence par les grands médias.

Là où les constituants français de 1789 parlaient mais agissaient aussi sous la pression du peuple, les députés petits bourgeois antilibéraux, écologistes, féministes et indigénistes se contentent, de 2021 à 2022, de discourir interminablement, à l'écart des masses, pour aboutir à un projet démesuré (388 articles !).

Si l'article 24.5 empêche « l'impunité des crimes contre les droits de l'homme » et si l'article 298.2 demande « l'égalité de genre et d'interculturalité » dans la police et l'armée, les articles 47.8 et 72.4 interdisent de fait l'organisation des conscrits. L'assemblée constituante est incapable de décider la dissolution de l'armée de métier, contrerévolutionnaire, et d'armer le peuple, une revendication démocratique élémentaire.

Nous devons être fiers du fait que les Chiliens et les Chiliennes aient opté pour plus de démocratie et non pour moins. Une nouvelle fois le peuple aura le dernier mot sur son destin. Nous démarrons une nouvelle étape. (Gabriel Boric, 4 juillet 2022)





CAHIER RÉVOLUTION COMMUNISTE N° 5,
2 EUROS AUPRÈS DES MILITANTS
3 EUROS PAR LA POSTE

Le président soumet le projet à référendum en septembre, invitant à voter « apruebo » (oui). Le « rechazo » (non) l'emporte nettement (61,89 %), alors que la participation est importante (85,86 %).

Le référendum est suivi en mai 2023 des deuxièmes élections constituantes. Elles confirment la déroute de la politique du PCCh, du PS, de CS et de RD.

- Le Parti républicain (PLR) qui a fait campagne contre l'immigration et contre les droits des peuples autochtones, obtient 35,1 % des voix.

- Chili sans danger? qui rassemble plusieurs partis bourgeois hostiles comme le PLR au changement de constitution (UDI, RN, Evópoli) : 21,07 %
- Tout pour le Chili qui regroupe les partis bourgeois favorables à une modernisation (PCD, PR, PPD) : 8,95 %.
- La coalition Unité pour le Chili qui agglomère les partis ouvriers bourgeois (PS, PCCh, CS, RD) à quelques débris bourgeois (AH, PL...) : 28,59 %.

Le PLR fascisant remporte à lui seul 23 sièges sur 51 du Consejo Constitucional. Il dispose ainsi de la possibilité de bloquer toute tentative de modification. Les partis nostalgiques de la dictature militaire ont ensemble 3/5.

La seconde assemblée constituante remet au président son projet le 7 novembre.

- Il consacre le principe de « l'État subsidiaire » : l'État intervient seulement pour compenser une éventuelle défaillance du marché ;

- Il prévoit « l'expulsion le plus vite possible » des travailleurs ou réfugiés étrangers sans papier ;
- Il « protège la vie de celui qui va naître », ciblant le droit à l'avortement pourtant restreint ;
- Il supprime l'impôt sur la résidence principale...

Le projet sera soumis à référendum le 17 décembre. La prochaine élection présidentielle est prévue en 2025.

Rompre avec la bourgeoisie, construire un parti révolutionnaire

Contre les bureaucrates syndicaux, les partis réformistes et les centristes qui les couvrent avec des phrases radicales, il faut que l'avant-garde tire les leçons des blocs avec des partis bourgeois (fronts populaires) et des diversions institutionnelles (assemblée constituante), qu'elle se regroupe pour construire un parti révolutionnaire de type bolchevik sur la base du marxisme.

Les exploités et les opprimés ont besoin d'une autre forme de démocratie que les variantes de l'État bourgeois, une démocratie basée sur des organismes de lutte (du type des « cordons industriels » et des « juntas d'approvisionnement » de 1972-1973) dans les entreprises, les administrations, les lieux de formation, les casernes, les quartiers et les villages, pour mettre à bas l'État bourgeois, prendre le pouvoir, instaurer un gouvernement des travailleurs, premier pas vers la fédération socialiste d'Amérique latine.

La question qui est mise par l'histoire à l'ordre du jour est : démocratie bourgeoise ou démocratie socialiste. Car la dictature du prolétariat, c'est la démocratie au sens socialiste du terme... l'emploi de tous les moyens du pouvoir politique pour l'édification du socialisme, pour l'expropriation de la classe capitaliste... Il lui faut un organe de classe : le parlement des prolétaires des villes et des campagnes.
(Rosa Luxemburg, 20 novembre 1918)

8 novembre 2023



Abonnement : pour 5 numéros de *Révolution communiste* envoyer 15 euros (ou plus en mentionnant « soutien ») à l'ordre de ARTP à l'adresse postale :

ARTP / AGECA service BP
177 rue de Charonne / 75011 PARIS FRANCE

NOM Prénom

Adresse

Code postal Ville..... Pays.....

Adresse électronique@.....

Histoire du Parti communiste chinois (9) 1945-1946

Depuis 2014, la République populaire de Chine (RPC) commémore le 3 septembre comme la victoire contre l'occupant japonais vaincu en 1945. Pour le 70^e anniversaire, en 2015, Xi Jinping avait organisé un défilé militaire d'ampleur devant de nombreux chefs d'État.

Pourtant, le rôle du Parti communiste chinois (PCC) fut à l'époque secondaire pour vaincre les forces colonialistes, même si le parti stalinien avait conservé son propre territoire et sa propre armée [voir *Révolution communiste* n° 51, 53, 55, 56].

1945 : le Japon capitule, Staline manoeuvre contre la révolution chinoise

Deux bombes atomiques américaines détruisent Hiroshima le 6 août 1945, puis Nagasaki le 9 août et déciment la population civile. Le Japon capitule.

Mais qui succède à l'occupant japonais en Chine ? Dans la plus grande partie de la Chine, c'est l'Armée nationale révolutionnaire (ANR) du Guomindang (GMD), appuyée par l'armée des États-Unis. Au Nord, Staline envoie ses troupes occuper la Mandchourie. Le PCC reprend certaines positions abandonnées par le Japon et fait glisser une partie de son armée vers la Mandchourie.

Le GMD, de son côté, n'a plus pour adversaire que le PCC. Son armée hérite de la plus grande partie des armements et matériels abandonnés par les Japonais, auxquels s'ajoutent ceux fournis par les États-Unis.

L'aviation chinoise comprenait 500 appareils dont 200 chasseurs, 60 bombardiers moyens, 3 bombardiers lourds, 15 avions de reconnaissance, 120 appareils de transport. Les communistes n'auront pas d'aviation opérationnelle avant 1950. (Jacques Guillerma, *Histoire du Parti communiste chinois*, Payot, 1974, p. 384)

Le 14 août, respectant les accords de Yalta, l'URSS conclut un Traité d'amitié et d'alliance avec le gouvernement officiel de la Chine. Le PCC n'est pas consulté.

Une fois encore, le dirigeant soviétique avait vendu le PCC au profit des intérêts nationaux de la Russie. Mao savait que les Russes et le GMD étaient en discussion. Mais il avait été tenu dans l'ignorance à propos de l'accord conclu à Yalta. On demanda aux unités de l'Armée rouge de coopérer avec les troupes américaines pour désarmer les formations japonaises. Le 28 août, Mao, accompagné du général Hurley, s'envola pour Chongqing, à bord d'un avion de l'armée de l'air américaine, pour des négociations de paix avec les nationalistes. (Philip Short, *Mao Tsé-Toung*, 1999, Fayard, p. 351)

Alors que l'armée du PCC s'empare de plusieurs villes au Nord de la Chine, Moscou ordonne de négocier. Mao s'exécute.

Puisqu'à l'heure actuelle, l'Union soviétique, les États-Unis et la Grande-Bretagne n'approuvent pas une guerre civile en Chine, que d'autre part, notre parti a lancé les trois grands mots d'ordre : paix, démocratie et union et envoie à Chongqing les camarades Mao Zedong, Zhou Enlai et Wang Jouo-fei pour discuter avec Jiang Jieshi des grands problèmes de l'union et de la construction nationale, il est possible de déjouer le complot de guerre civile des réactionnaires chinois. (Mao Zedong, « Circulaire du comité central sur les négociations de paix avec le Guomindang », 26 août 1945, *Oeuvres choisies*, t. 4, ELE, p. 46)

Le PCC propose de différer la convocation d'une assemblée nationale et de mettre en place une conférence politique comprenant 3 PCC, 3 GMD, 3 Ligue démocratique, 3 d'autres partis. Les pourparlers durent six semaines. Jiang en profite pour préparer une contre-offensive au Nord et en Mandchourie, avec l'aide militaire de Washington. Le 10 octobre, un texte signé des deux parties projette un gouvernement de coalition, une assemblée nationale et une fusion des forces armées. Mais l'armée de l'URSS n'abandonne pas ses positions comme prévu et soutient les positions du PCC.

Les affrontements reprennent entre troupes nationalistes et staliniens. Moscou exige alors l'abandon des grandes villes. Encore une fois, Mao obéit.

Cependant, les Soviétiques exprimant leur soutien au GMD dans le Nord-Est, le Bureau du Nord-Est appela, le 20 novembre, à ce que le retrait des grandes villes soit ordonné... Les responsables et les organisations du PCC qui étaient connus du public devaient se retirer rapidement dans les zones rurales... À la fin du mois de décembre, le CC et Mao ont lancé un appel à l'établissement de bases à long terme dans le Nord-Est, un processus qui pourrait prendre trois à quatre ans. Ceux-ci devaient être situés à l'écart des grandes villes et des lignes de communication. (Tony Saich, *From rebel to ruler: 100 years of the CCP*, Harvard University Press, 2021, p. 180)

L'armée officielle entre le 26 novembre dans Jinzhou (sud de la Mandchourie). Harbin et le nord restent sous l'influence russe. Le 1^{er} décembre, le PCC consent à revenir négocier. Le 15 décembre, le président américain Truman fait un discours sur la Chine en exigeant un cessez-le-feu, une conférence nationale et la fin du régime de parti unique. Le général George Marshall



(celui du plan Marshall de 1947 pour l'Europe) est envoyé pour mener à bien la politique définie par le gouvernement Truman.

1946 : le PCC freine la réforme agraire et délaisse les ouvriers

Avec la fin de l'occupation japonaise, alors que le pays subit une inflation croissante, la lutte de classes s'intensifie. Dès novembre 1945, l'agitation étudiante reprend et est réprimée par le régime nationaliste bourgeois. Les paysans pauvres, là où ils sont libérés de la crainte de l'ANR et du GMD, s'emparent les terres.

En 1945-1946, la paysannerie pauvre des régions communistes, sortie de sa passivité à la suite d'années d'efforts des militants du parti, commence à s'emparer des terres et à procéder à l'élimination des propriétaires fonciers. Cette poussée du monde rural, pour une bonne part spontanée, ou tout au moins inspirée par des cadres locaux sans directives centrales, outre-passe le programme agraire modéré toujours en

vigueur. (Roland Lew, 1949, Mao prend le pouvoir; Complexe, 1981, p. 33)

Pris en tenaille entre la bureaucratie de l'URSS et Jiang armé par les Etats-Unis, le PCC s'efforce de limiter la réforme agraire.

Nous devons résolument utiliser tous les moyens pour attirer les paysans moyens dans le mouvement et veiller à ce qu'ils en profitent. Il est inadmissible de confisquer leurs terres. Quant aux paysans moyens qui ont été dépossédés de leurs terres, nous devrions essayer de les leur rendre ou de les indemniser pour la perte qu'ils ont subie. Tout au long du mouvement, nous devons essayer de gagner la sympathie sincère de tous les paysans moyens, y compris les paysans aisés, et de les satisfaire... Avec les paysans riches, l'accent devrait être mis sur la réduction des loyers, et ils devraient être autorisés à conserver la partie de la terre qu'ils cultivent eux-mêmes. Si les paysans riches sont trop durement touchés, les paysans moyens vacilleront et la production dans les zones libérées sera affectée. (Liu Shao-qi, « Directive du CC du PCC », 4 mai 1946, dans Tony Saich et Benjamin Yang, The Rise to Power of the Chinese Communist Party, Routledge, 2015, p. 1281-1282)

La classe ouvrière aussi reprend la lutte. Hostile à toute révolution prolétarienne, peu implanté dans les grandes villes, le PCC ne peut empêcher le Guomindang d'y consolider sa domination.

Dès son retour dans les villes du Nord, en 1945, le Guomindang s'efforce de reconstituer son appareil syndical. Cette fois-ci, il se heurte à une forte opposition ; des grèves éclatent et se multiplient pour obtenir des augmentations de salaires ou l'indexation de ceux-ci sur les prix. De 278 grèves pour toute la Chine en 1936, on passe à 1 716 conflits du travail, de diverses natures, en 1946 pour la seule ville de Shanghai, il est vrai la plus grande cité industrielle du pays. La brutalité de la répression anti-ouvrière ne parvient pas à mater les travailleurs ; le gouvernement recule et adopte une nouvelle ligne de conduite, beaucoup plus conciliante, à l'égard du monde du travail. L'indexation des salaires, sous forme d'une adaptation mensuelle, est accordée au printemps 1946 : le régime ne veut pas s'aliéner le prolétariat au moment où la guerre civile s'étend dans tout le pays. (Roland Lew, 1949, Mao prend le pouvoir, Complexe, 1981, p. 27-28)

1946 : le PCC négocie alors que Jiang relance la guerre civile

Le 10 janvier, le général Marshall remet les protagonistes autour de la table avec l'assentiment de Moscou. Le 31 janvier, une conférence politique consultative convient d'un gouvernement de coalition, de l'intégration des armées du PCC au sein de l'armée officielle ANR.

La bureaucratie au pouvoir dans les régions libérées se contorsionne pour se justifier aux yeux de la base du PCC et des populations concernées.

La perspective de la poursuite de la démocratisation de la Chine est garantie par le soutien de l'Union soviétique, des États-Unis et de la Grande-Bretagne, la coopération de trois grands partis politiques nationaux (le GMD, le PC et la Ligue démocratique) et les revendications de trois couches principales (les travailleurs, la classe moyenne et une partie de la grande bourgeoisie) et de la puissante Union soviétique, le PC, et les travailleurs éveillés. (Comité central, « Directives sur la situation actuelle et les tâches », 1^{er} février 1946, dans Tony Saich et Benjamin Yang, *The Rise to Power of the Chinese Communist Party*, Routledge, 2015, p. 1278)

L'accord sert surtout le régime. Lorsque les troupes de l'URSS quittent la Mandchourie en avril 1946, l'armée de Jiang reprend des villes.

Quand Marshall fait une tournée d'inspection sur l'application du cessez-le-feu de février, il est accueilli chaleureusement à Yan'an par Mao en personne. Chiang voit le danger : tout en refusant de négocier avec les tant que Lin Biao n'évacue pas Changchun, il propose d'établir une ligne se partage au nord de cette ville, pour prouver à Marshall sa « sincérité » (et la « fourberie communiste »). Le départ des dernières troupes soviétiques le 29 avril rassure Marshall (Alain Roux, *Chiang Kai-shek*, Payot, 2016, p. 395). Jiang ne respecte pas ses engagements. Il poursuit la conquête des voies de communication. En avril, il prend la ville de Shenyang. En mai, il chasse de Changchun l'armée du PCC commandée par Lin Biao. Un nouveau cessez-le-feu est décrété le 9 juin. Il tient quelques jours, jusqu'à l'offensive générale de Jiang.

Mao comprend que seul un soutien plus appuyé à la réforme agraire permet de préserver sa base dans les régions libérées.

À la campagne, nous devons d'une part résoudre le problème agraire avec décision, nous appuyer fermement sur les salariés agricoles et les paysans pauvres, et nous unir avec les paysans moyens ; d'autre part, en résolvant le problème agraire, nous

devons distinguer le commun des paysans riches et des petits et moyens propriétaires fonciers d'avec les traitres, les mauvais hobereaux et les tyrans locaux. Il faut traiter avec moins de rigueur les premiers que les seconds. (Mao Zedong, « Briser l'offensive de Jiang Jieshi par une guerre de légitime défense », juillet 1946, *Oeuvres choisies*, t. 4, ELE, p. 90)

Les armées du PCC (« 8^e armée de route », « 4^e armée nouvelle », « Forces démocratiques de Mandchourie ») sont nommées en juillet Armée de libération nationale (APL).

Sans l'appui de l'armée de l'URSS, l'APL et le PCC perdent position sur position. Ce n'est pas seulement une affaire d'équipement militaire, mais aussi de son rôle de frein à la révolution que lui impose Staline : « édifier une Chine nouvelle, indépendante, pacifique et démocratique » (p. 92). La direction est contrainte de revenir à la guérilla.

Pour vaincre, la guerre de mouvement est en général la méthode de combat qu'il faut utiliser. Par conséquent, l'abandon momentané de certains territoires ou de certaines villes est non seulement inévitable, mais nécessaire. (Mao Zedong, p. 89)

De juillet à novembre 1946, 174 000 km² et 165 villes passent au gouvernement bourgeois.

Au cours de la première année du conflit, la guerre s'est mal passée pour le PCC et il a été forcé de se retirer de nombreuses zones qu'il avait occupées. Dans le nord-est, toutes les villes sous son contrôle ont été perdues, à l'exception de Harbin, et le 10 octobre 1946, Zhangjiakou (Kalgan) est tombé. Au cours de la dernière moitié de 1946, le PCC a perdu une quantité importante de territoires et a été chassé de 165 villes. Le moral était bas et de nombreuses troupes ont déserté. Les nationalistes convoquent l'Assemblée nationale le 15 novembre sans la participation des communistes, Les pertes ne cessèrent pas, et au cours de l'hiver 1946-1947, la plus grande partie de la zone de base du Shanxi-Hebei-Shandong-Henan fut perdue, et Yan'an elle-même fut reprise en mars 1947. (Tony Saich, *From rebel to ruler: 100 years of the CCP*, 2021, Harvard University Press, p. 181)

Militairement, Jiang a manifestement l'avantage. Mais la crise économique et la corruption du régime vont permettre à l'Armée populaire de libération de reprendre la main.

(à suivre)

Marie-Noëlle Pichon (dite Billie) 1956-2023



Marie-Noëlle, Billie dans l'organisation, s'est éteinte le 28 septembre 2023, emportée en six mois par un cancer résistant à tous les traitements, pas même deux ans après son départ en retraite. Elle avait 67 ans, des projets plein la tête.

Nous publions en hommage l'allocation de son syndicat et des extraits du discours d'un prononcé au crématorium de Lyon le 6 octobre 2023.

C'était une militante communiste internationaliste depuis sa jeunesse étudiante. Une militante qui n'a jamais plié, malgré toutes les vicissitudes traversées durant ces quarante dernières années par l'avant-garde révolutionnaire qui a combattu pour rester fidèle à ses objectifs.

Recrutée à l'Organisation communiste internationaliste, elle en avait été exclue avec d'autres en 1984 pour avoir mis en cause la politique d'adaptation de la direction au front populaire de Mitterrand, puis elle a milité

dans le Comité pour le redressement du PCI (plus tard Comité pour la construction du parti ouvrier révolutionnaire) fondé autour de Stéphane Just.

Elle a vécu les déchirements et l'éclatement de ce Comité après la mort de ce dernier, puis elle a participé à la constitution du Comité communiste internationaliste (trotskyste) et oeuvré ensuite à sa fusion avec le Groupe bolchevik pour constituer le Groupe marxiste internationaliste.

C'était une militante internationaliste, particulièrement attachée à la défense du peuple palestinien.

<https://groupemarxiste.info/2022/12/20/palestine-chronique-dune-visite-dun-pays-sous-occupation/>

C'était une militante syndicale infatigable, malgré le poids des trahisons des directions, appréciée par ses camarades.

C'était notre camarade.

Allocution du syndicat CGT du service départemental d'incendie et de secours du Rhône

C'est au nom de la CGT, et en particulier de la CGT du SDMIS, que je souhaite te rendre hommage. C'est avec beaucoup de tristesse que nous avons appris ton décès, camarade. Marie-Noëlle était une militante de la première heure, toujours présente à nos réunions malgré ses grosses responsabilités à la direction du SDMIS. Membre du bureau de la CGT des personnels administratifs et techniques du Service incendie, tu as oeuvré activement et avec conviction au regroupement des deux sections syndicales, la section sapeurs-pompiers et la section des personnels techniques et administratifs. Ainsi les sapeurs-pompiers du syndicat ont beaucoup appris à tes côtés, nous éclairant dans différents domaines : administratif, revendicatif et politique. Militante syndicale active, tu ne ratais aucune manifestation. Lors de nos différentes réunions ou congrès, tes interventions étaient remarquées, l'injustice te touchait, que ce soit au niveau local, national ou international. Tu étais attachée à la condition humaine aux quatre coins de la planète, ce qui nous permettait, je peux le dire maintenant, de réviser notre géographie. Ton engagement au sein de notre syndicat, ta personnalité de militante, ta culture syndicale faisaient de toi une camarade très respectée. À la retraite tu as choisi de continuer à militer et de vivre ton engagement chez les retraités CGT du SDMIS. Je suis triste que tu n'aies pas pu profiter de ta retraite tant méritée, retraite pour laquelle tu as battu tant de fois le pavé pour garantir les droits aux travailleuses et aux travailleurs afin qu'ils bénéficient d'une retraite digne. Dans ce moment de douleur, tous les copains du syndicat ont une pensée émue et fraternelle pour ta famille. Le meilleur hommage que nous pouvons te rendre, Marie-Noëlle, c'est de poursuivre nos luttes pour une amélioration de nos conditions de vie et de travail.

Extraits du discours prononcé aux obsèques

Elle va nous manquer à tous. D'abord parce que c'était une battante. Personne ici n'a besoin d'être d'accord en totalité ou en partie seulement avec les engagements politiques de Marie Noëlle pour l'avoir appréciée, pour avoir aimé travailler, rire et échanger avec elle. Elle n'a d'ailleurs jamais fait un préalable de ses opinions. Mais lui rendre hommage c'est rappeler d'abord que Marie-Noëlle a été toute sa vie d'adulte une militante révolutionnaire, communiste au sens de la Commune de Paris, au sens de la révolution russe et non de ce qu'en ont fait Staline, ses disciples et avatars. Marie Noëlle ne croyait ni au ciel ni à l'au-delà, elle pensait que ce sont les hommes qui font leur vie comme ils font leur propre histoire, certes dans des conditions qui leur sont imposées la plupart du temps, mais en dernière analyse, elle savait que la vie personnelle comme l'histoire commune dépendent de ce que font les hommes ou bien ne font pas.

C'est pourquoi Marie-Noëlle ne subissait pas sa vie, elle en était l'actrice, elle ne se satisfaisait pas des situations qui la révoltaient, elle se battait, elle ne croyait pas au socialisme, elle se battait pour le socialisme. Pas seulement parce que le capitalisme est un système fondé sur l'exploitation du travail, pas seulement parce qu'il accroît les inégalités, mais plus fondamentalement parce que ce système a fait son temps, et que son maintien ne peut qu'entraîner périodiquement le retour des crises, des régressions sociales et politiques, du nationalisme, des guerres et de la barbarie sous toutes ses formes, à quoi il faut ajouter aujourd'hui l'enfer climatique qui vient. Marie-Noëlle portait et défendait cette conception du monde la plus élevée, pour elle il n'y a qu'une seule planète, une seule humanité et elle combattait pour en finir avec le capitalisme, et non pas pour essayer vainement de le réformer, pour que la coopération universelle remplace définitivement la concurrence universelle, pour en

finir avec les frontières, pour que la recherche de la satisfaction des besoins de l'humanité par les producteurs eux-mêmes remplace enfin la recherche du profit, qu'elle libère l'humanité de la gabegie et de la surproduction imbécile. Oui, Marie-Noëlle avait cet idéal qui la rattachait profondément aux exigences de notre temps. Ce n'était pas une révolutionnaire de salon, elle était des distributions de tracts, des manifestations, des réunions avec son syndicat, elle se battait pour les petites choses comme pour les grandes. Qu'il suffise, pour clore cet aspect, de citer la motion qu'elle présentait à ses camarades de la section CGT des pompiers du Rhône de manière quasi prémonitoire le 17 janvier dernier alors que s'engageait la bataille en défense des retraites :

Ni les journées d'action à répétition, ni les « temps forts », ni les actions qui s'inscrivent dans la durée ne permettront le retrait, le gouvernement n'en a rien à faire, il attend, comme chaque fois, le lendemain que tout rentre dans l'ordre, ce qui conduit à la défaite comme dans les précédentes batailles de 2003, 2010, 2013. Pour gagner, la question n'est pas de durer le plus longtemps possible, mais de taper le plus fort possible tous ensemble pour gagner le plus vite possible, et pour cela le mot d'ordre doit être : « Grève générale jusqu'au retrait. La Confédération de la CGT doit appeler immédiatement à la Grève générale jusqu'au retrait du projet. » Motion votée à l'unanimité des présents.

Marie-Noëlle avait bien raison, et ses camarades qui ont voté avec elle. Mais, comme vous l'avez remarqué, les directions des syndicats se sont bien gardé d'appeler à la grève générale pour faire plier le gouvernement, qui l'a donc emporté une nouvelle fois.

Oui, Marie-Noëlle était une militante révolutionnaire. Et oui, elle va manquer à la cause qu'elle a défendue toute sa vie.

ABC du marxisme : terrorisme

Le site d'un service secret français (la DGSI) donne cette définition du terrorisme : « *Si le terrorisme peut revêtir de multiples formes, il trouve toujours ses origines dans une idéologie extrémiste qui adopte la violence comme mode d'action* ». En fait, « terroriste » est l'étiquette qu'une bourgeoisie donnée pose sur la violence de ses ennemis : la résistance antiallemande ou antifasciste vue par l'État français de 1940 à 1944, le mouvement national algérien pour l'État français de 1954 à 1962, le mouvement national irlandais pour l'État britannique de 1968 à 1998, l'Irak pour l'État américain de 2001 à 2003, le mouvement national palestinien pour Israël, etc.

En ce sens, le mot « terroriste » est dépourvu de tout caractère scientifique. Il est mensonger quand il légitime des atteintes aux libertés démocratiques et des actes de violences bien plus massifs et plus ignobles (déplacements de population, arrestations, chantage, tortures, assassinats, etc.) que ceux pratiqués par les ennemis désignés comme terroristes. Pour le nouveau président de l'Argentine, la dictature militaire n'était pas terroriste (15 000 fusillés sur décision de tribunaux d'exception, 30 000 « disparus » sans jugement après torture, 9 000 prisonniers politiques, 1 million d'exilés de 1976 à 1983). Au contraire, la junte aurait sauvé « la patrie » victime du « terrorisme » des organisations de guérilla péronistes ou castristes (quelques dizaines de gradés ou de patrons enlevés ou tués au total durant les années 1970).

Historiquement, la bourgeoisie du début du capitalisme a généralement conquis le pouvoir par la violence et c'est la violence d'État (police, prison, armée) qui continue de garantir l'ordre social capitaliste basé sur l'exploitation et l'inégalité. Depuis le 20^e siècle, quand cela ne suffit pas, la classe dominante tolère ou encourage la violence de nervis fascistes qui exaspèrent le nationalisme, le racisme ou la religion de déclassés et de petits bourgeois. Les bandes fascistes des pays impérialistes pratiquent fréquemment des attentats (OAS française en 1961-1962, fascistes italiens en 1969-1980...). Dans les pays dominés, des troupes de choc islamistes, hindouistes et bouddhistes fomentent des attentats et terrorisent le mouvement ouvrier et les minorités, sous le couvert d'une rhétorique antiimpérialiste (parmi tant d'autres, les bassidjis iraniens de la contrerévolution iranienne de 1979).

Une multitude de relais de la classe dominante complète la peur qu'inspire l'appareil répressif de l'État en prêchant la résignation et la soumission : prêtres, politiciens bourgeois, journalistes, syndicalistes réformistes, politiciens réformistes, pacifistes, responsables écologistes, professeurs, caritatifs...

Les moralistes patentés qui condamnent le « terrorisme » en général, ont surtout en vue les actes révolutionnaires des opprimés qui aspirent à s'émanciper. (Trotsky, « Préface », deuxième édition anglaise de *Terrorisme et communisme*, janvier 1935)

Néanmoins, la morgue et la rapacité de la bourgeoisie engendrent en permanence de multiples résistances des exploitées et des opprimés. La nature de cette opposition varie : légale ou illicite, ouvrière ou petite-bourgeoise, émancipatrice ou cléricale, collective ou individuelle.

Les communistes désapprouvent la méthode de lutte qui consiste à s'en prendre à des individus (despotes, ministres tortionnaires...) qui resurgit périodiquement depuis des siècles. Non parce qu'ils ne le méritent pas ou qu'il s'agit d'actes violents mais par qu'elle est inefficace (jamais un tel terrorisme d'en bas n'a renversé un régime), contreproductive (il enseigne la passivité aux masses auxquelles il se substitue), autodestructrice (les individus se sacrifient, les organisations sont toujours infiltrées et souvent manipulées).



Nous, marxistes, considérons la tactique du terrorisme individuel comme inopérante pour les tâches de la lutte libératrice du prolétariat ou des peuples opprimés. Un seul héros isolé ne peut pas remplacer les masses. Cependant nous ne comprenons que trop bien le caractère inévitable de ces actes convulsifs de désespoir et de vengeance. Toutes nos émotions, toute notre sympathie vont aux vengeurs qui se sacrifient, même s'ils

n'ont pas trouvé la voie juste. (Trotsky, *Pour Hersch Grynszpan*, 30 janvier 1939)

À plus forte raison, les communistes condamnent toute politique qui, face à des exactions commises par un régime politique ou par un groupement politique, s'en prend à toute une nationalité, toute une ethnie ou toute une communauté religieuse.

Plus d'une fois, une organisation terroriste a trahi la cause qu'elle prétendait servir : PSR russe en 1917, Sinn Féin-Fine Gael irlandais en 1921, FSLN nicaraguayen en 1979, OMPI iranienne en 1980, IRA irlandaise en 2015...

Mais aboyer avec la bourgeoisie sur l'inacceptabilité de toute violence, c'est taire qu'elle en est elle-même la cause première, c'est semer des illusions dans l'État bourgeois, c'est se mettre en définitive dans le camp du capital. Les communistes encouragent l'autodéfense des masses et leur action révolutionnaire.

Ce sont les conditions objectives qui déterminent les actions à mener et non des considérations abstraites, immaculées et absolues.

L'histoire n'a trouvé jusqu'ici d'autres moyens de faire avancer l'humanité qu'en opposant chaque fois à la violence des classes condamnées la violence révolutionnaire de la classe progressiste. (Trotsky, « Préface », deuxième édition anglaise de *Terrorisme et communisme*, janvier 1935)